

AFRO



BAROMÈTRE

DONNER UNE VOIX AU PEUPLE



Le Soutien pour l'égalité des femmes africaines prend de l'ampleur

L'éducation, l'emploi et la participation politique restent inégaux

Anyway Chingwete, Samantha Richmond, Carmen Alpin

27 Mars 2014

Document de politique générale n° 8

Introduction

L'enquête réalisée par l'Afrobaromètre auprès de plus de 50 000 personnes à travers 34 pays¹ révèle un soutien très répandu en faveur de l'égalité des femmes tant chez les hommes que chez les femmes, de même qu'un assentiment généralisé à l'égard des capacités de leadership des femmes. Toutefois, une minorité significative de personnes manifestent leur désaccord, et le soutien en faveur des femmes assumant des rôles de leaders est bien plus faible en Afrique du Nord.

L'enquête révèle également que les femmes demeurent nettement en situation de désavantage par rapport aux hommes dans leurs vies quotidiennes. L'écart en matière de scolarisation demeure profond, et des personnes rapportent également que les femmes sont victimes de discrimination sur leurs lieux de travail, devant les tribunaux et par l'action des leaders traditionnels de leurs communautés. Fait peut-être encore plus révélateur, lorsqu'il s'agit d'exercer leurs droits politiques tels que de participer aux campagnes électorales, de s'adresser aux leaders politiques, voire de voter, les femmes se prévalent moins fréquemment de leurs droits que les hommes.

On décèle néanmoins certains signes de progrès. Dans la plupart des pays, la majorité des personnes affirment que leurs gouvernements traitent la question de l'autonomisation des femmes de manière satisfaisante et que le soutien en faveur de l'égalité des femmes a augmenté au cours des dix dernières années. Dans l'ensemble, les constats suggèrent que bien que le soutien en faveur de l'égalité des femmes soit largement répandu et qu'il tende à prendre de l'ampleur, la réalité quotidienne de nombreuses femmes se caractérise pourtant toujours par leur situation désavantageuse et la discrimination dont elles font l'objet. Si les gouvernements obtiennent généralement de bons points pour leurs résultats en matière de promotion de l'autonomisation des femmes, le combat pour l'égalité des droits et des chances des femmes est bien loin d'être gagné.²



Photo: irinnews.org, Guinea


¹ Les enquêtes de l'Afrobaromètre se basent sur des échantillons représentatifs au niveau national. Les résultats couvrent 34 pays ce qui représentent les opinions d'environ 76% du continent africain. Les pays inclus dans le Round 5 sont les suivants : Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Egypte, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe. Les résultats d'un 35e pays, l'Ethiopie, sera disponible prochainement. Le nombre total de personnes interrogées dans les 34 pays s'est élevé à 51 605. Les entretiens sont réalisés en face à face dans la langue de choix du participant. Les cycles précédents de l'Afrobaromètre avaient été menés en 1999–2001 (Round 1, 12 pays), 2002–2003 (Round 2, 16 pays), 2005–2006 (Round 3, 18 pays) et 2008–2009 (Round 4, 20 pays). Pour de plus amples renseignements, visitez www.afrobarometer.org/fr

² Photo de couverture: Verdade Newspaper, Mozambique, Flickr page

Principaux constats

- Près des trois quarts (72 %) des femmes dans 34 pays affirment que les femmes devraient jouir des mêmes droits que les hommes plutôt que d'être assujetties aux lois traditionnelles. Parmi les 15 pays³ dans lesquels l'Afrobaromètre a posé la question de l'égalité des droits depuis 2002, le soutien en faveur de l'égalité est passé de 68 % en 2002 à 73 % en 2012.
- De la même façon, 68 % pensent que les femmes sont aussi capables que les hommes d'assumer des postes de leaders politiques, y compris 74 % des Africains de l'Est, mais seulement 50 % des Nord-Africains.
- Pourtant, à travers ces 34 pays, 26 % des femmes ont rapporté n'avoir jamais reçu d'éducation formelle, contre 19 % des hommes. Seize pour cent des hommes ont suivi des études postsecondaires, contre seulement 11 % des femmes.
- Les femmes sont également moins susceptibles d'exercer leurs droits politiques que les hommes. Elles sont moins susceptibles d'être inscrites sur les listes électorales (8 % des femmes ne l'étaient pas contre 5 % chez les hommes) et elles sont moins susceptibles de voter (68 % contre 73 %). Les femmes sont également beaucoup moins susceptibles de contacter les leaders ou de participer à d'autres formes d'activités politiques.
- Les femmes se heurtent à une discrimination très fréquente dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Quatre Africains sur dix (40 %) affirment que les femmes sont « souvent » ou « toujours » traitées de façon inéquitable par leurs employeurs. Un nombre de personnes équivalent (41 %) affirment que les leaders traditionnels sont responsables de traitements inéquitables, et une personne sur trois (33 %) affirme que la police et les tribunaux ne traitent pas les femmes équitablement.
- Tandis qu'un grand nombre de personnes rapportent des inégalités entre les sexes, la plupart d'entre elles (59 %) affirment que leurs gouvernements œuvrent « assez bien » voire « très bien » pour l'autonomisation des femmes, y compris une majorité de personnes dans 27 des 34 pays. Quelques exceptions notables comprennent le Nigeria et l'Égypte où 65 % affirment que leurs gouvernements y parviennent « assez bien » ou « très mal ».

³ Afrique du Sud, Botswana, Cap-Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Tanzanie et Zambie.

- 
- Les femmes sont aux prises avec une situation encore bien pire en Afrique du Nord (en Algérie, en Égypte, au Maroc, au Soudan et en Tunisie). Chacun de ces pays rapporte les plus bas niveaux de soutien en faveur du leadership des femmes de même que la fréquence de discrimination la plus élevée. On relève également de profonds écarts entre les hommes et les femmes sur de nombreuses questions, y compris l'aptitude des femmes à servir en tant que présidente ou première ministre d'un pays musulman (55 % de soutien chez les femmes, 36 % chez les hommes), quant à ceux en faveur de l'égalité des droits des femmes à demander le divorce on compte (56 % de soutien chez les femmes et 39 % chez les hommes).

Le Monde inégal des femmes



À travers le monde entier, les femmes et les filles ne bénéficient pas des mêmes niveaux d'accès en matière d'éducation, de pouvoir économique et de leadership politique par rapport à ceux dont jouissent les hommes. Les femmes représentent environ 64 % des adultes analphabètes dans le monde.⁴ Parmi les femmes exerçant une activité professionnelle, leurs salaires n'atteignent que de 70 à 90 % de ceux des hommes,⁵ et elles ont moins de chances d'être embauchées pour des postes de leadership⁶. Dans le monde comme en Afrique, seuls 21 % des parlementaires sont des femmes⁷.

Les femmes ont accompli des progrès remarquables dans un certain nombre de pays d'Afrique. Plus particulièrement, quatre pays africains, le Rwanda, l'Afrique du Sud, les Seychelles et le Sénégal, figurent parmi les dix nations affichant le pourcentage de femmes parlementaires le plus élevé dans le monde, et deux autres pays, le Mozambique et l'Angola, se classent parmi les 20 premiers pays affichant un pourcentage aussi élevé⁸.

En outre, un certain nombre de traités et de conventions ont été mis en place aux fins de promouvoir les droits des femmes. Sur le plan international, des instruments tels que la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1981) et la Déclaration et le programme d'action de Beijing (1995) ont fourni l'élan et les cadres nécessaires afin que les gouvernements africains puissent défendre les droits et l'autonomisation des femmes et des filles et promouvoir l'égalité dans tous les domaines de la société. Sur le plan régional, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (1986) et la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (2004) se sont toutes deux efforcées de fournir aux gouvernements africains une plate-forme juridique propre au continent sur la base de laquelle l'égalité entre les sexes pourrait être plus largement promue.

Pourtant les femmes demeurent sérieusement désavantagées. Plus important encore, les taux d'alphabétisme des femmes restent inférieurs de 24 points de pourcentage par rapport à ceux des hommes en Afrique, contre une différence de seulement 10 points par comparaison au reste du monde⁹. Les femmes représentent

⁴ UNESCO Institute for Statistics, Literacy Data (<http://www.uis.unesco.org/literacy/Pages/data-release-map-2013.aspx>)

⁵ United Nations Women (2012). (<http://www.unwomen.org/en/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figures#notes>)


⁶ United Nations, "World's Women 2010".

https://unstats.un.org/unsd/demographic/products/Worldswomen/WW_full%20report_color.pdf

⁷ Inter-Parliamentary Union: Women in National Parliaments (<http://www.ipu.org/wmn-e/classif.htm>) and United Nations Women (<http://www.unwomen.org/en/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures#notes>).

⁸ Ibid

⁹ UNESCO Institute for Statistics (<http://stats.uis.unesco.org/unesco/TableViewer/tableView.aspx>)



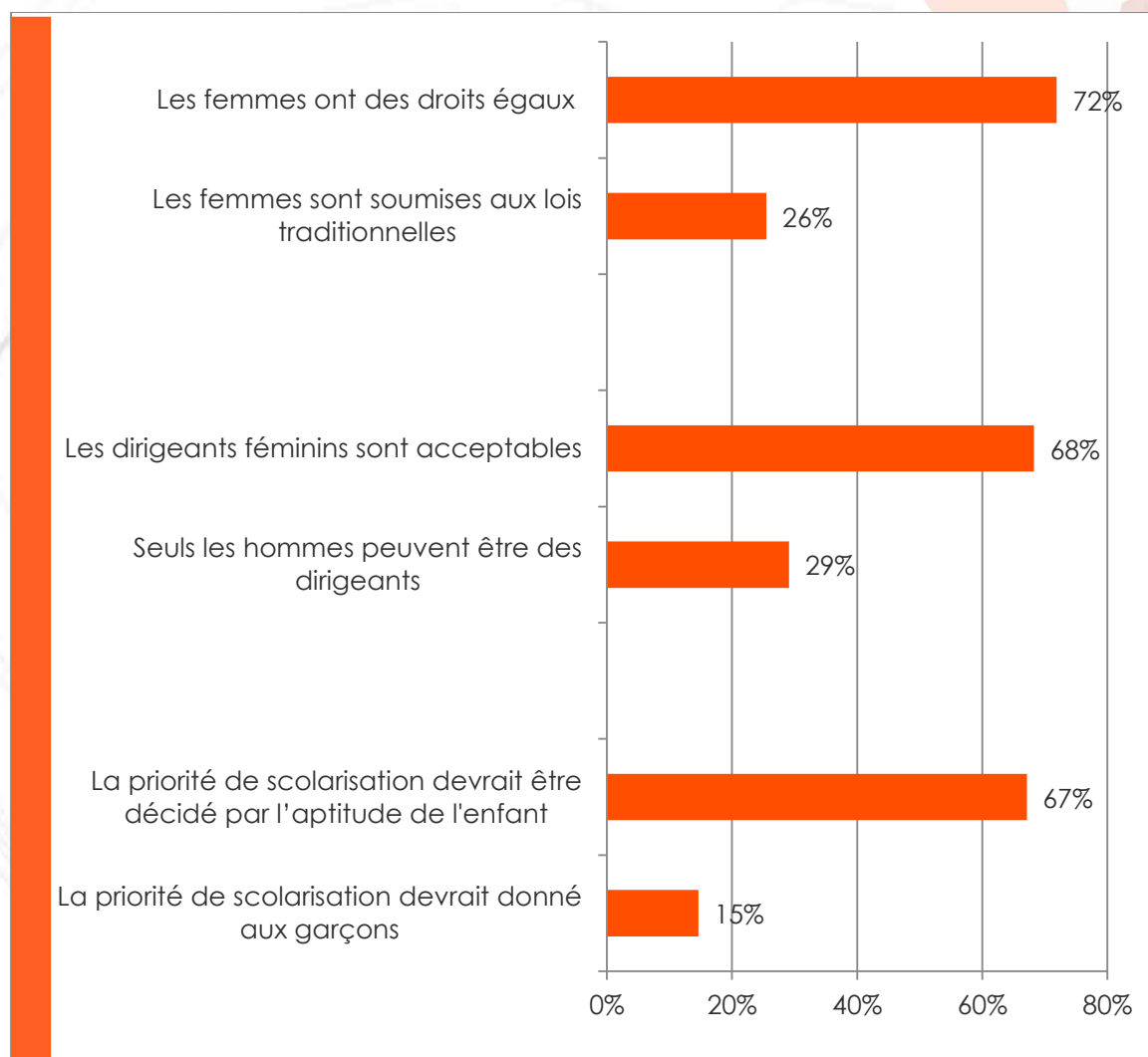
moins de 5 % de l'ensemble des propriétaires de terres agricoles en Afrique du Nord contre 15 % en moyenne en Afrique subsaharienne¹⁰. Or, tandis que plusieurs pays africains sont les chefs de file sur la scène mondiale quant au nombre de femmes élues, d'autres pays, notamment le Swaziland (avec 6,2 % de femmes parlementaires), le Nigeria (6,7 %) et le Bénin (8,4 %) figurent parmi les pays les plus mal placés dans le monde.¹¹ De toute évidence, il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à une plus grande égalité des chances et des résultats pour les femmes africaines.

En théorie, les Africains des deux sexes sont en faveur de l'égalité des femmes. Près des trois quarts (72 %) des personnes interrogées affirment que les femmes devraient jouir des mêmes droits que les hommes, y compris 68 % des hommes et 76 % des femmes. Seulement 26 % sont d'avis que les femmes devraient être assujetties à la loi traditionnelle. Pratiquement autant (68 %) affirment que les femmes devraient jouir des mêmes chances que les hommes de se faire élire à des fonctions politiques, bien que près d'une personne sur trois (29 %) estime que seuls les hommes devraient être élus aux postes de leaders politiques. Deux tiers (67 %) affirment également que si les fonds destinés à l'éducation s'avéraient limités, une famille devrait scolariser l'enfant avec la plus grande aptitude aux études, plutôt que de systématiquement choisir un garçon (15 %) (Figure 1).

¹⁰ United Nations Women (2012) (<http://www.unwomen.org/how-we-work/csw/csw-56/facts-and-figures/2012>).

¹¹ International Parliamentary Union, <http://www.ipu.org/wmn-e/classif.htm>.

Figure 1: **Attitudes envers l'égalité et le leadership des femmes**
34 pays | 2011-2013



Pour chacune des paires suivantes de déclarations, on a demandé aux participants: « Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion? » (% 'd'accord' ou 'tout à fait d'accord' avec chaque affirmation) Affirmation 1: « Dans notre pays, les femmes devraient avoir les mêmes droits et recevoir le même traitement que les hommes. » Affirmation 2: « Les femmes ont toujours été soumises aux traditions et coutumes, et les choses devraient rester ainsi. »

Affirmation 1: « Les hommes sont de meilleurs dirigeants politiques que les femmes; leur élection devrait être privilégiée à celle des femmes. »

Affirmation 2: « Les femmes devraient avoir la même chance d'être élues à des postes politiques que les hommes. »

Affirmation 1: « Si les fonds pour la scolarité des enfants sont insuffisants, la scolarisation des garçons devraient être privilégiée à celle des filles. »

Affirmation 2: « Si les fonds pour la scolarité des enfants sont insuffisants, les familles devraient envoyer les enfants qui ont les meilleures aptitudes d'apprentissage à l'école. »

On relève des divergences d'attitudes considérables à l'égard du leadership politique des femmes à travers le continent. Près de trois personnes sur quatre conviennent que les hommes et les femmes devraient bénéficier des mêmes chances en Afrique de l'Est (74 %) et en Afrique australe (73 %), mais seulement 50 % des Nord-Africains partagent cet avis, par comparaison avec 44 % qui expriment leur désaccord. La notion que des femmes peuvent assumer des rôles de leadership est rejetée par la majorité des Soudanais (53 %) et des Égyptiens (50 %) (Figure 2). Mais à travers les 34 pays, une majorité d'hommes (63 %) et de femmes (73 %) abondent en faveur des femmes dans des rôles de leadership.

Figure 2: **Soutien en faveur des femmes en tant que leaders, par région**
34 pays | 2011-2013

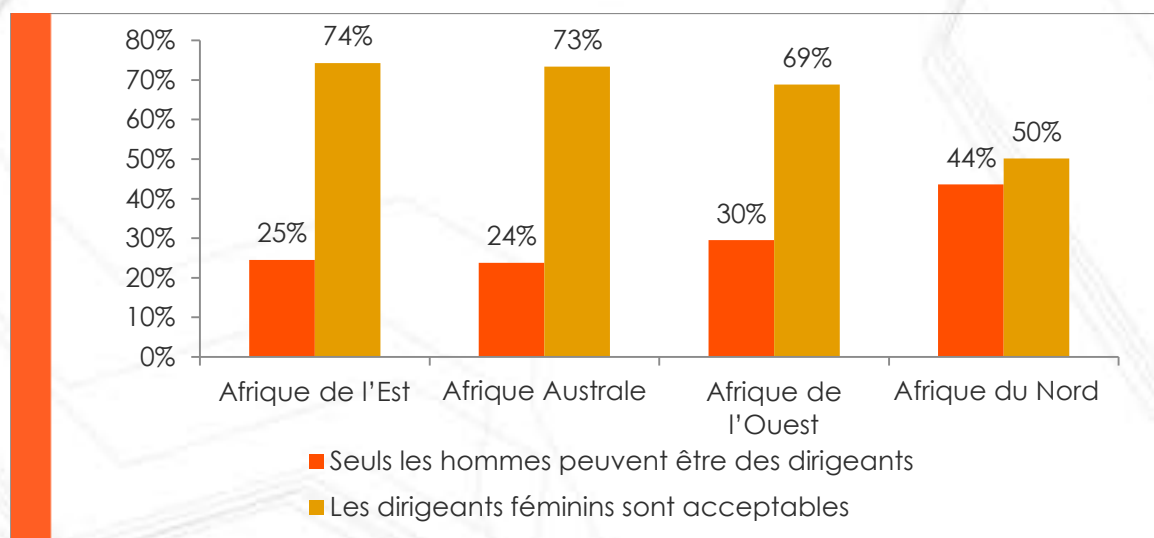
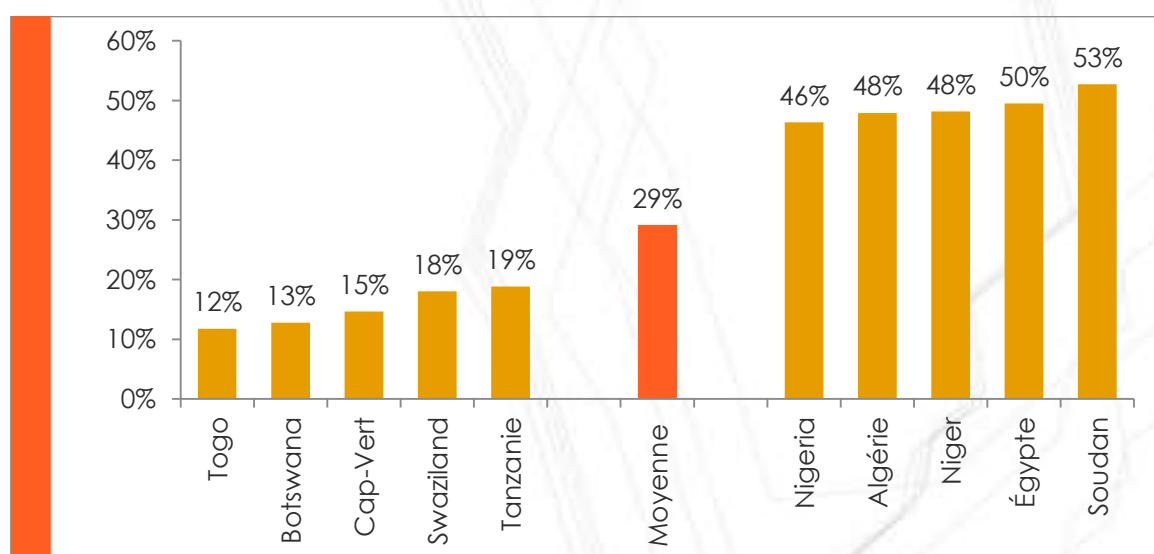
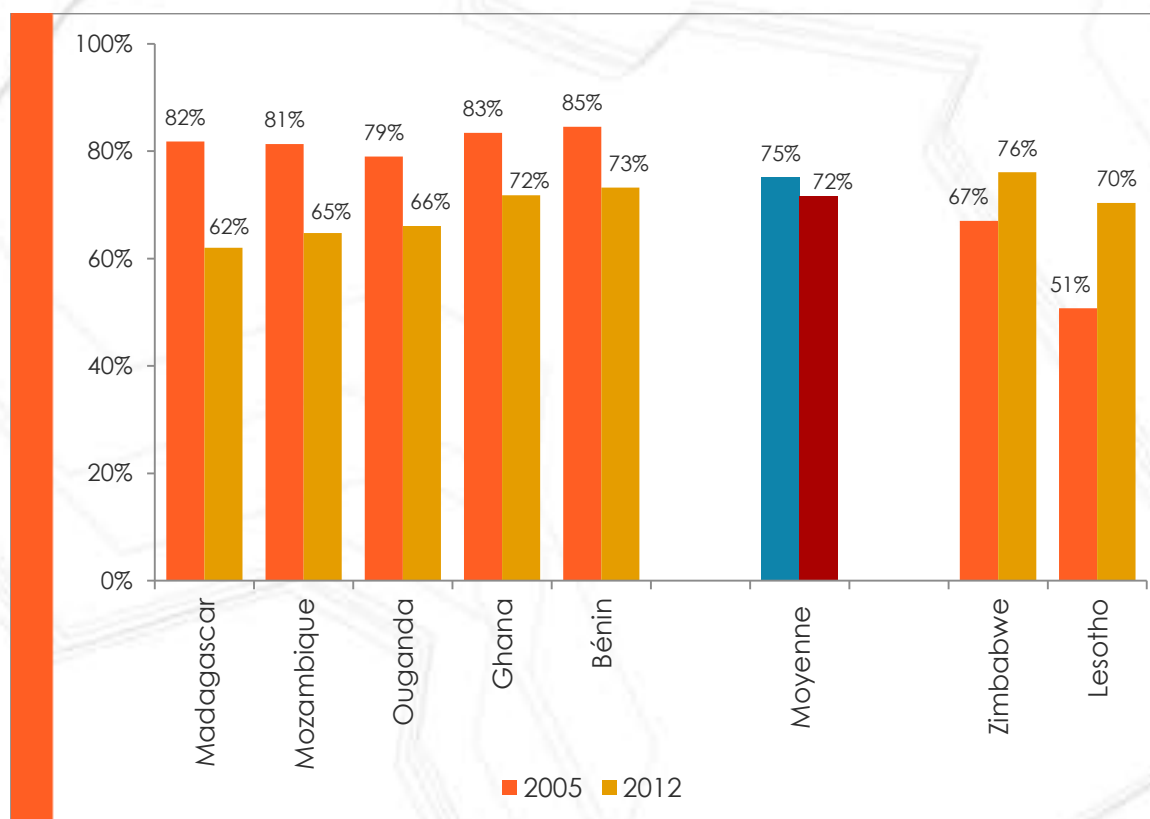


Figure 3: **Rejet des femmes en tant que leaders, taux les plus élevés et les plus bas par pays**
| % « sont d'accord » ou « sont tout à fait d'accord » avec le fait que seuls les hommes devraient être des leaders |



De 2005 à 2012, le soutien en faveur des femmes en tant que leaders politiques a baissé de 75 à 72 % à travers les 18 pays suivis¹². Les déclinés les plus importants ont été observés à Madagascar (20 points de pourcentage), au Mozambique (16 points) et en Ouganda (13 points). Toutefois, de fortes augmentations ont été enregistrées au Lesotho (19 points de pourcentage) et au Zimbabwe (9 points) (Figure 4).

Figure 4: **Changements du soutien en faveur du leadership des femmes**
18 pays | 2005-2012 | % sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » femmes en tant que leaders, OK |



Alors qu'en moyenne seulement une personne sur quatre (26 %) affirme que les femmes devraient être assujetties aux lois traditionnelles plutôt que de jouir d'une égalité des droits, cet avis est majoritaire au Mali (60 %) et au Niger (56 %) (Figure 5). Toutes les régions affichent un soutien solide en faveur de l'égalité des femmes, mais c'est l'Afrique de l'Est qui montre l'exemple avec 82 % (Figure 6).

¹² Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Cap-Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.



Photo: irinnews.org

Figure 5: Rejet de l'égalité des droits au profit de la loi traditionnelle

| taux les plus élevés et les plus bas par pays
 | % sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec le fait que les femmes devraient être assujetties aux lois traditionnelles |

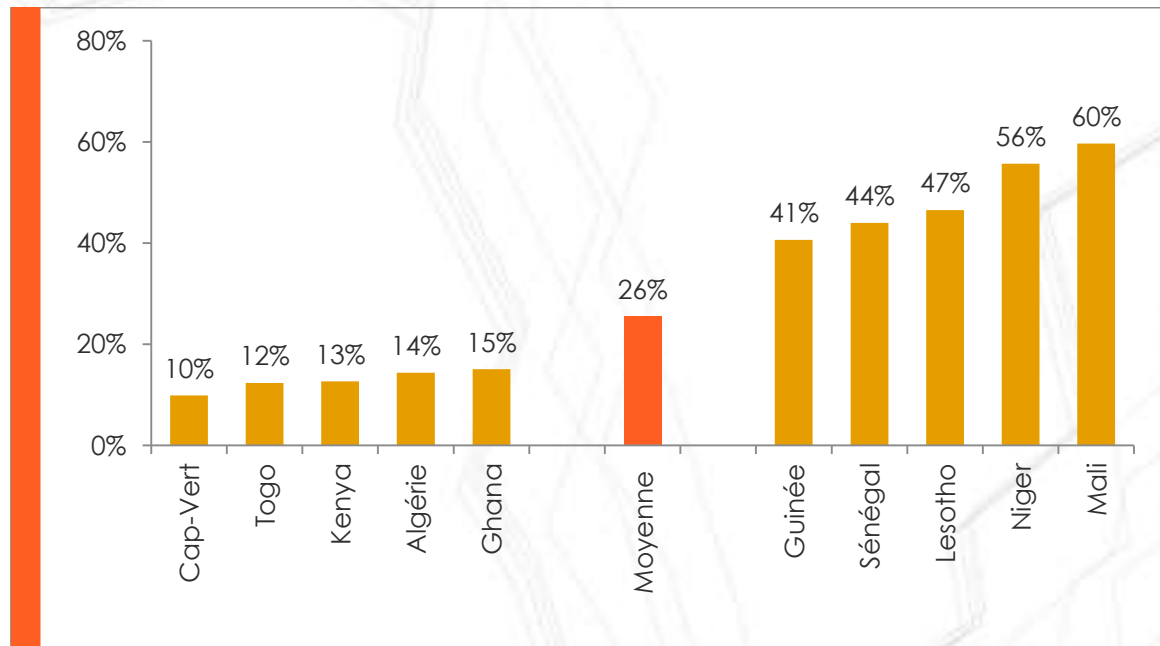
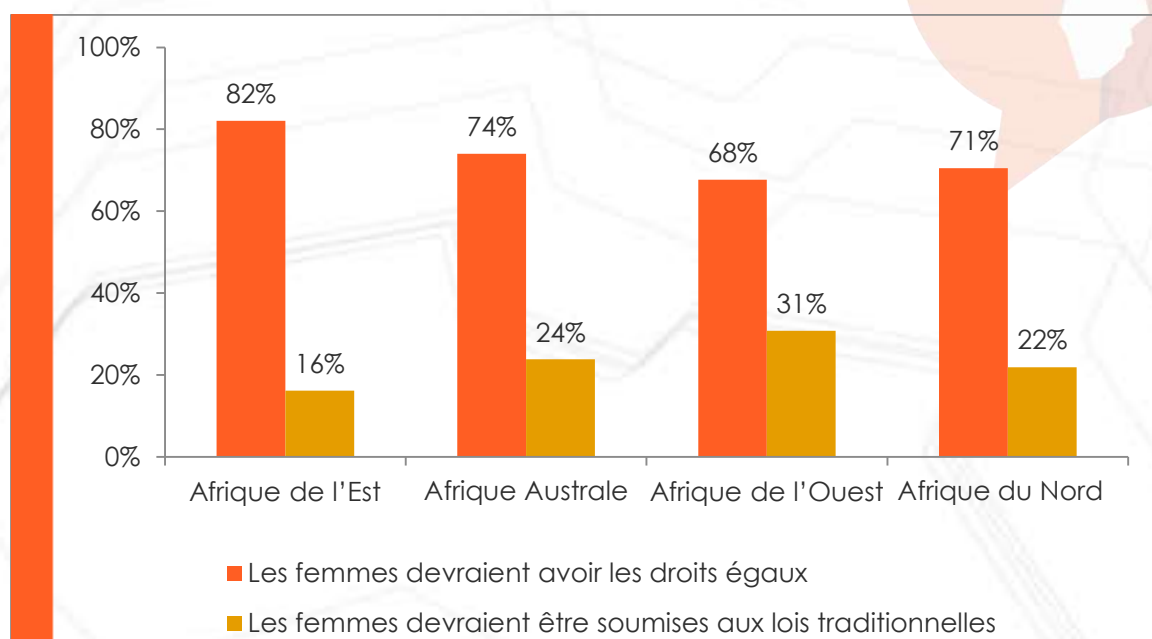


Figure 6: **Soutien en faveur de l'égalité des droits des femmes, par région**
| 34 pays | 2011-2013



Données recueillies auprès de 15 pays¹³ dans lesquels le soutien en faveur de l'égalité des femmes suivi depuis 2002 affiche une modeste amélioration après être passé de 68 % en 2002 à 73 % en 2012. Le soutien en faveur de l'égalité des sexes a diminué dans quatre pays, plus particulièrement en Namibie (qui accuse une baisse de 10 points de pourcentage) et en Afrique du Sud (qui accuse une baisse de 9 points). En revanche, de fortes augmentations ont été enregistrées en Ouganda (jusqu'à 17 points de pourcentage), au Mozambique (jusqu'à 15 points) et au Kenya (13 points), de même que dans plusieurs autres pays (Figure 8).

¹³ Afrique du Sud, Botswana, Cap-Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigeria, Sénégal, Tanzanie, Ouganda et Zambie.

Figure 7: Pays affichant une baisse du soutien en faveur de l'égalité des femmes

| 2002-2012

| % sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec le fait que les femmes devraient bénéficier des mêmes droits |

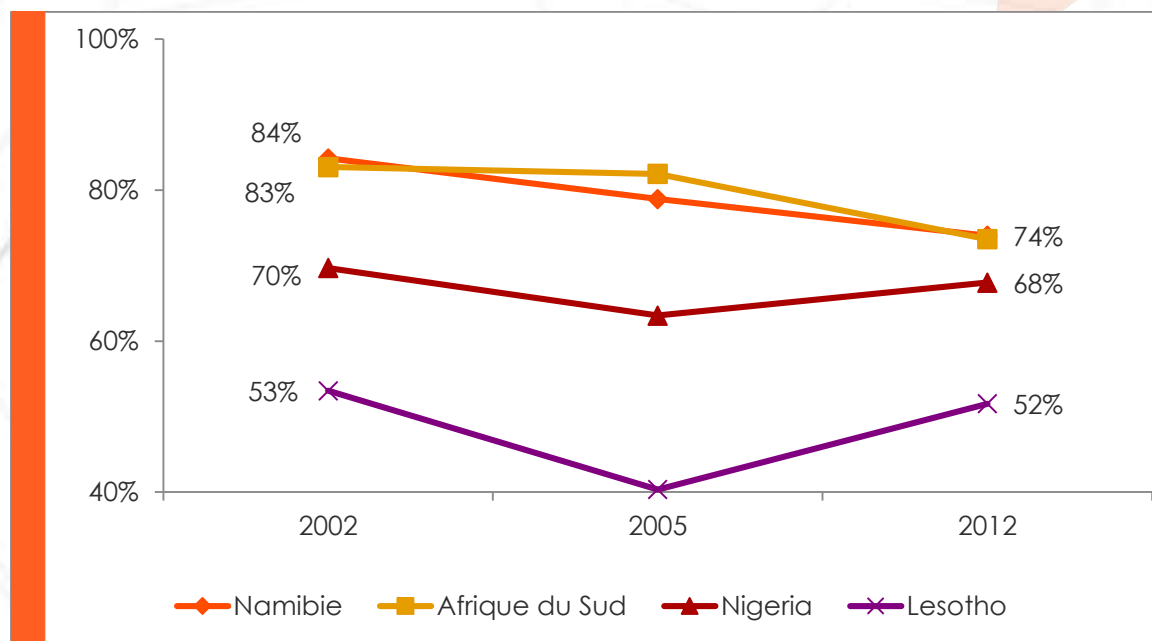
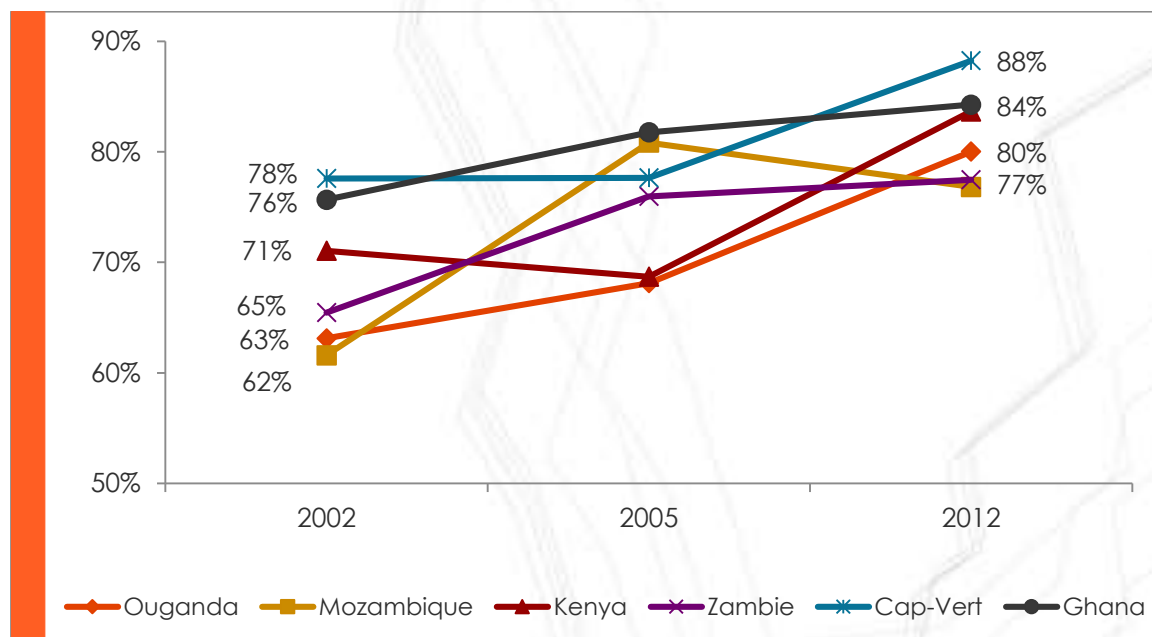


Figure 8: Pays affichant une augmentation du soutien en faveur de l'égalité des femmes

| 2002-2012 | % sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec le fait que les femmes devraient bénéficier des mêmes droits |



L'héritage de l'inégalité

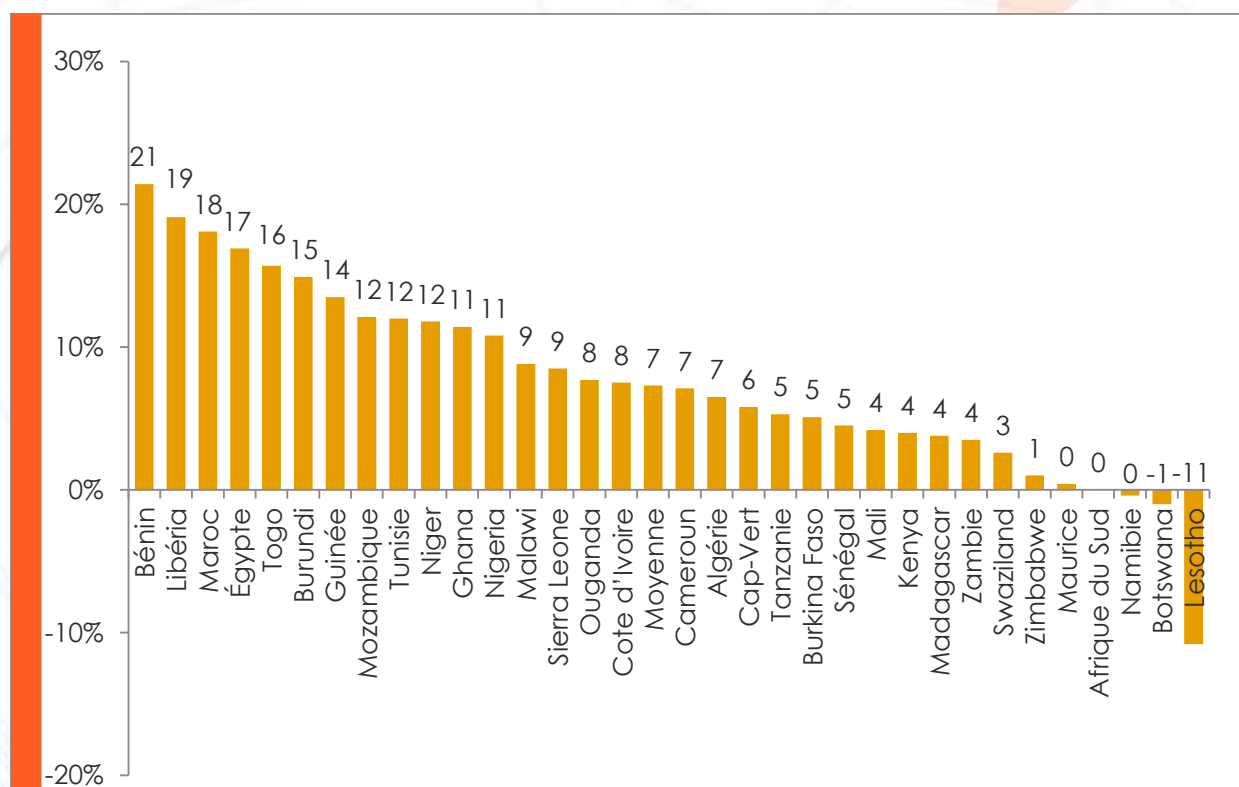
En dépit du soutien général exprimé dans la plupart des régions en faveur de l'égalité des femmes, les femmes restent nettement désavantagées par rapport aux hommes dans leurs vies quotidiennes.

Les écarts sont les plus perceptibles dans le domaine de l'éducation. À travers ces 34 pays, 26 % des femmes ont rapporté n'avoir jamais reçu d'éducation formelle, contre 19 % des hommes. Le Lesotho est le seul pays où les femmes sont les plus susceptibles d'avoir reçu un minimum d'éducation par comparaison aux hommes (avec un écart de 11 points) (Figure 9). Plusieurs autres pays d'Afrique australe n'affichent aucun écart sensible, y compris l'Afrique du Sud, le Botswana, l'île Maurice, la Namibie et le Zimbabwe.

Cela contraste nettement avec les profonds écarts rapportés au Bénin, où 56 % des femmes rapportent n'avoir reçu aucune éducation formelle contre 34 % des hommes (un écart de 21 points de pourcentage), de même qu'au Liberia (19 points), au Maroc (18 points) et en Égypte (17 points).¹⁴

¹⁴ Soulignons que les niveaux globaux rapportant l'absence d'éducation formelle ont affiché d'énormes variations d'un pays à l'autre. Ainsi, le Bénin a rapporté un niveau d'absence d'éducation très élevé : 56 % des femmes et 34 % des hommes, de même qu'un écart (21 points de pourcentage) très important. De la même manière, la Guinée a également rapporté un profond écart (13 points) à des niveaux d'absence d'éducation très élevés (61 % des femmes et 48 % des hommes ont déclaré n'avoir reçu aucune éducation formelle). Inversement, le Togo affichait également des écarts (16 points) importants, mais à des niveaux considérablement inférieurs. 27 % chez les femmes n'ayant reçu aucune éducation formelle et 11 % chez les hommes. Nous nous intéressons ici davantage à l'enregistrement des écarts plutôt qu'aux niveaux généraux d'absence d'éducation, bien que ces derniers soient aussi bien entendu très importants.

Figure 9: **Écart entre les sexes dans le domaine de l'éducation**
 | Différences entre la proportion de femmes et d'hommes n'ayant pas reçu
 d'éducation formelle
 | 34 pays | 2011-2013



On a demandé aux participants: « Quel est le plus haut niveau d'éducation que vous avez atteint? »

Il n'est pas surprenant de constater que des écarts sont également manifestes dans le domaine de l'éducation supérieure : 16 % des hommes rapportent avoir atteint un certain niveau d'études postsecondaires, contre seulement 11 % des femmes.

Tant chez les hommes que chez les femmes, les différences sont importantes à travers les régions. Toutefois, au sein des régions, c'est en Afrique du Nord que l'on constate les écarts les plus importants entre les sexes. 25 % des femmes n'ont reçu aucune éducation formelle contre 15 % des hommes, 28 % des hommes ont suivi des études postsecondaires, par comparaison avec 21 % des femmes (Figure 10). On constate les écarts les plus faibles en Afrique du Sud.

Figure 10: Écart entre les sexes en matière de niveaux d'éducation, par région

| 34 pays | 2011-2013

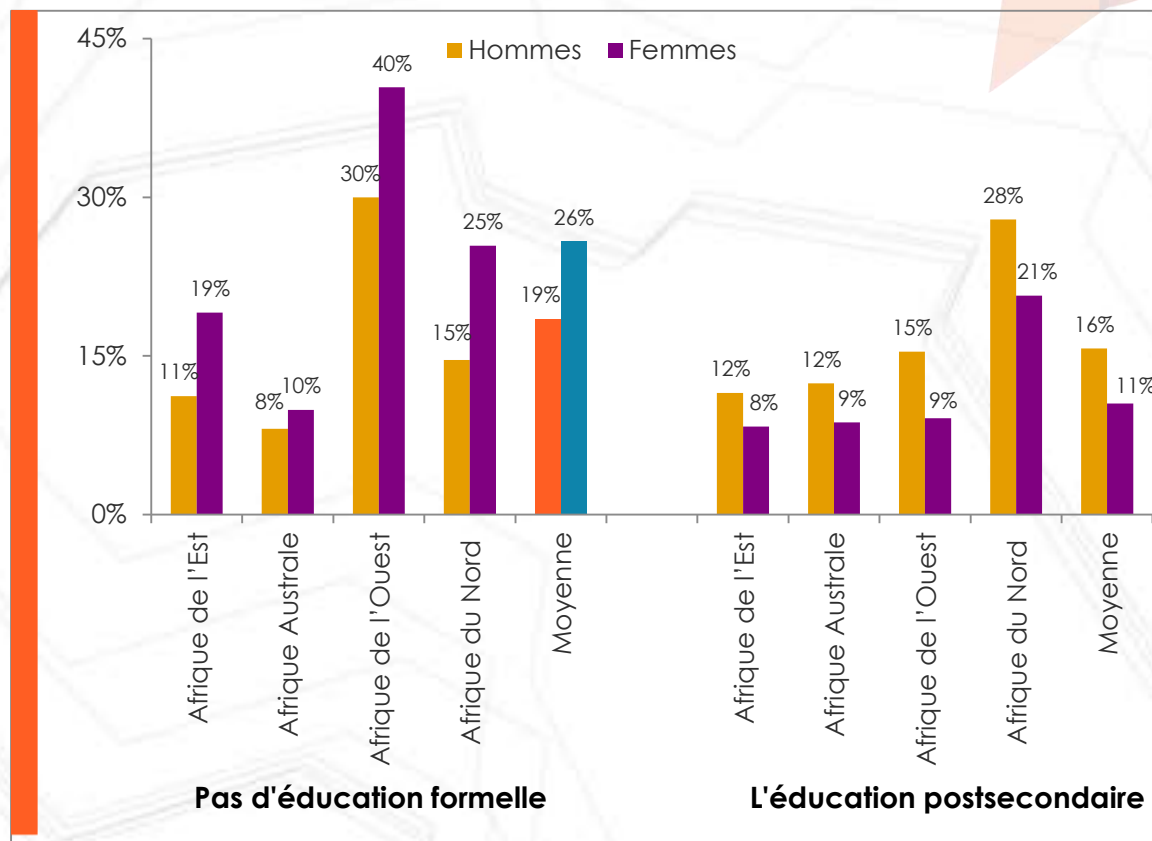




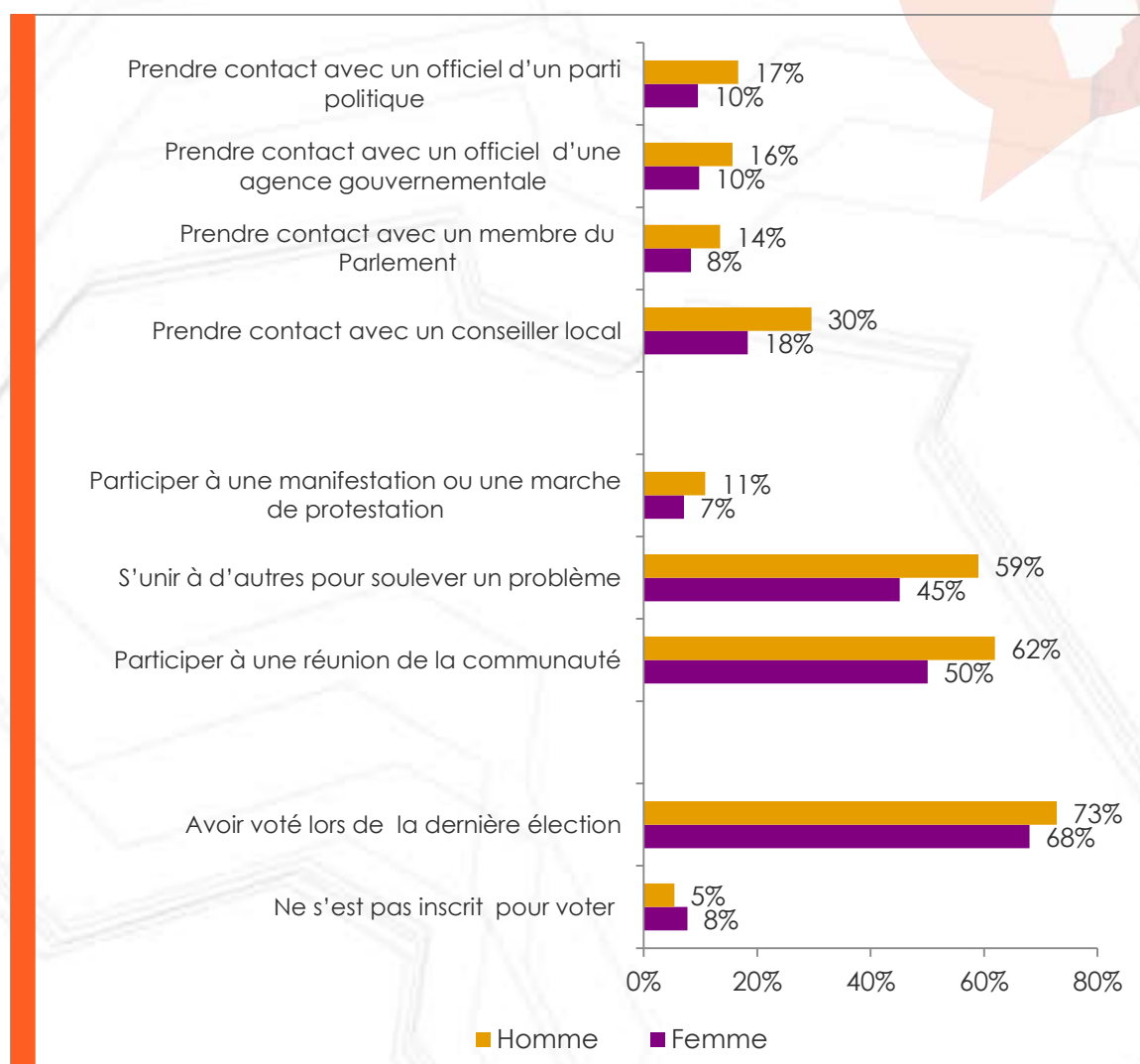
photo: irinnews.com

Les Femmes sont à la traîne dans le militantisme politique

Les femmes sont moins susceptibles de participer activement à la vie citoyenne. Elles sont d'une part moins susceptibles d'être inscrites sur les listes électorales que les hommes (8 % des femmes ne l'étaient pas contre 5 % chez les hommes), et moins susceptibles de voter d'autre part (68 % contre 73 %). Par ailleurs, les femmes sont également beaucoup moins susceptibles que les hommes de rapporter avoir contacté leurs dirigeants politiques comme de participer à d'autres formes d'activités (Figure 11).

Figure 11: **Citoyenneté active par sexe**

| 34 pays | 2011-2013



On a demandé aux participants :

« Au cours de l'année écoulée, combien de fois avez-vous contacté chacune des personnes suivantes pour résoudre un problème important ou pour lui donner vos points de vue?

- i) Un conseiller du gouvernement local
- ii) Un membre du parlement
- iii) Un agent d'une agence gouvernementale
- iv) Un fonctionnaire d'un parti politique »

(% « une seule fois », « quelques fois » ou « souvent »)

« Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois:

- i) Participation à une réunion de la communauté
- ii) Se sont réunis avec d'autres pour soulever une question
- iii) Participation à une manifestation ou à une marche protestation »

(% qui ont dit « oui »)

« Concernant la dernière élection nationale de [20XX], laquelle des affirmations suivantes est vraie pour vous? »

(% « Vous avez voté » et « Vous n'avez pas été inscrit »)

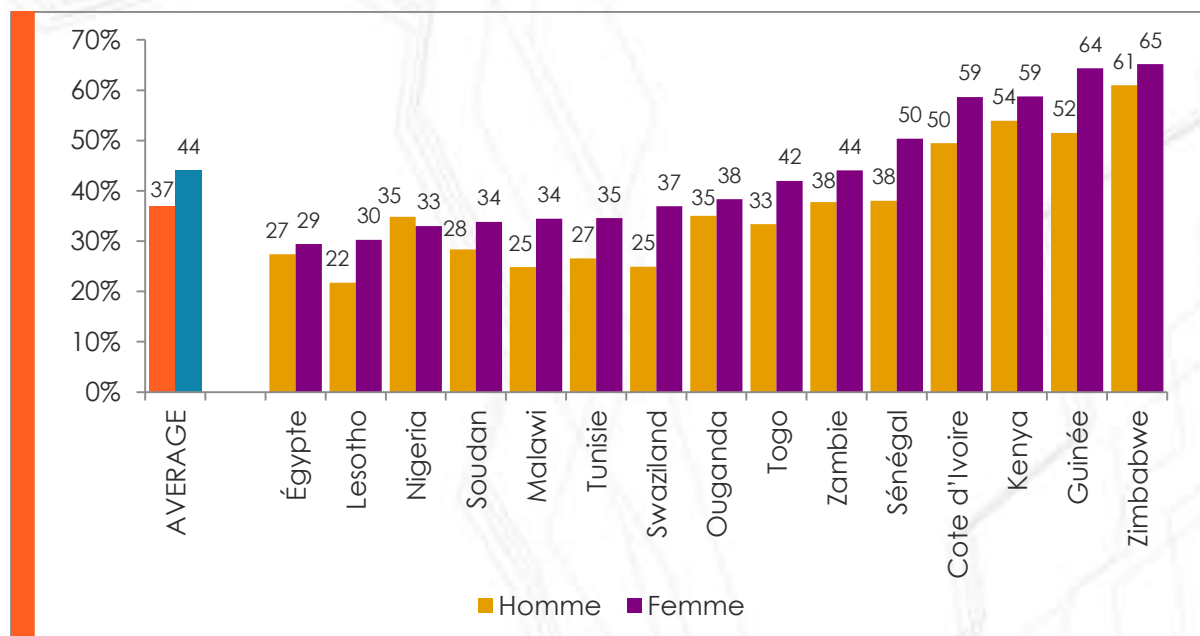
Notes: (1) Egypte n'est pas incluse dans les données sur contact avec « un conseiller du gouvernement local » (2) Madagascar n'est pas inclus dans les données sur contact avec « un membre du parlement »

Les menaces dans le cadre du processus électoral pèsent sensiblement plus sur les femmes

La place secondaire occupée par les femmes sur le plan social se reflète aussi significativement dans leurs vies quotidiennes de plusieurs façons. Un sujet de préoccupation particulier réside dans leur sentiment de vulnérabilité devant l'intimidation et la violence politique. Il s'avère qu'en moyenne, à travers les 34 pays, la différence entre les hommes et les femmes sur cette question n'est pas très importante : 28 % craignent « un peu » ou « beaucoup » d'être victimes d'intimidation ou de violence politique, par comparaison avec 25 % des hommes. Mais les écarts ont tendance à être les plus profonds dans les pays où les niveaux de crainte, tant chez les hommes que chez les femmes, sont les plus élevés (Figure 12). Parmi les 15 pays affichant les taux d'intimidation les plus élevés, l'écart entre les sexes augmente pour atteindre 7 points de pourcentage. Par exemple, en Guinée, 52 % des hommes s'inquiètent du risque d'intimidation, contre 64 % des femmes, ce qui correspond à un écart de pourcentage de 12 points. Parmi ces pays où les taux d'intimidation sont très élevés, seuls les hommes nigériens déclarent s'inquiéter davantage que les femmes des risques d'intimidation (affichant un écart de 2 points de pourcentage).

Figure 12: **Pays affichant les taux d'intimidation politique les plus élevés, par sexe**

15 pays | 2011-2013



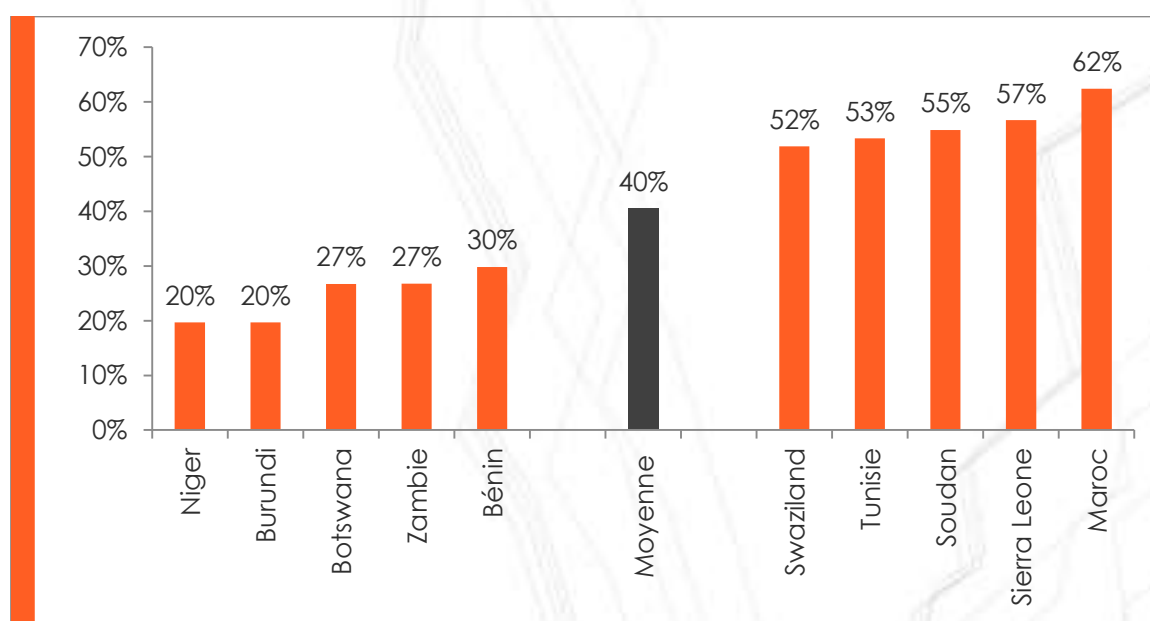
On a demandé aux participants: « Pendant les campagnes électorales, à quel degré avez vous eu peur d'être une victime d'intimidation politique ou de violence? » (% « assez peur » or « très peur »)

Il est sans doute encourageant de constater que dans une large mesure, les femmes ne semblent pas laisser ces craintes entraver leurs actions. Parmi ceux qui ne craignaient pas du tout l'intimidation politique, le taux de participation aux scrutins lors des dernières élections atteignait 70 %. Parmi ceux qui craignaient « beaucoup » l'intimidation ou la violence politique, les taux de participation aux élections étaient plus faibles, conformément aux attentes, avec 67 %. Tout écart de participation aux élections lié à la crainte représente un sérieux problème. Cette différence de participation relativement faible en dépit des importantes différences de niveaux de craintes exprimés témoigne de l'opiniâtreté des femmes et de leur détermination à faire entendre leur voix.

Inégalité sur le lieu de travail et au sein de la communauté

Les femmes font aussi face à des obstacles liés à leur indépendance dans la vie quotidienne et sur leurs lieux de travail. Quatre personnes interrogées sur dix (40 %) affirment que les femmes sont « souvent » ou « toujours » traitées de façon inéquitable par leurs employeurs, contre 51 % qui déclarent que cela ne se produit « jamais » ou seulement « rarement ». Les Marocains sont les plus susceptibles de rapporter des inégalités sur le lieu de travail (62 %), mais une majorité affirme également que les femmes font l'objet de discrimination en Sierra Léone (57 %), au Soudan (55 %) et dans plusieurs autres pays (Figure 13).

Figure 13: **Traitement inéquitable des femmes par leurs employeurs**
| taux les plus élevés et les plus bas par pays | 2011-2013

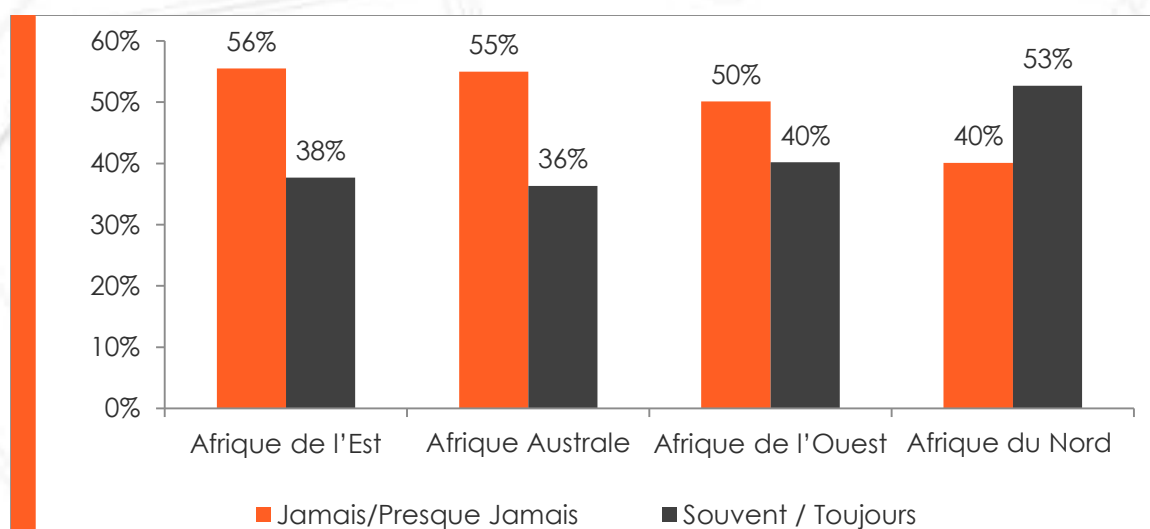


On a demandé aux participants: « A votre avis, à quelle fréquence, dans ce pays: Comparativement aux hommes, les femmes sont traitées de façon inégale par les employeurs? » (% « souvent » or « toujours »)

Une majorité rapporte que les femmes se heurtent à la discrimination en Afrique du Nord (53 %), contre seulement 40 % qui affirment qu'il s'agit d'un problème peu courant (Figure 14).

Figure 14: **Traitement inéquitable des femmes par leurs employeurs, par région**

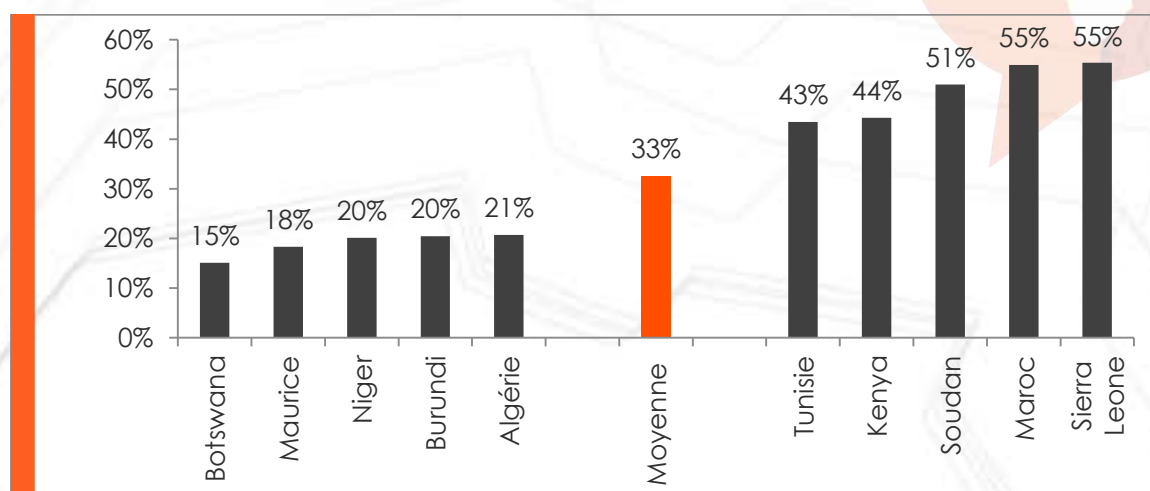
| 35 pays | 2011-2013



Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête rapportent un taux inférieur de traitements inéquitables des femmes par la police et devant les tribunaux par rapport aux taux reflétant ceux que leur font subir leurs employeurs, pourtant une personne sur trois (33 %) affirme que les femmes se heurtent à des traitements inéquitables au sein du système judiciaire. Ces problèmes sont les plus gravissimes dans ces mêmes trois pays : au Maroc, en Sierra Léone et au Soudan (Figure 15).

Figure 15: Traitement inéquitable des femmes par la police et devant les tribunaux

| pays affichant les taux les plus élevés | 2011-2013

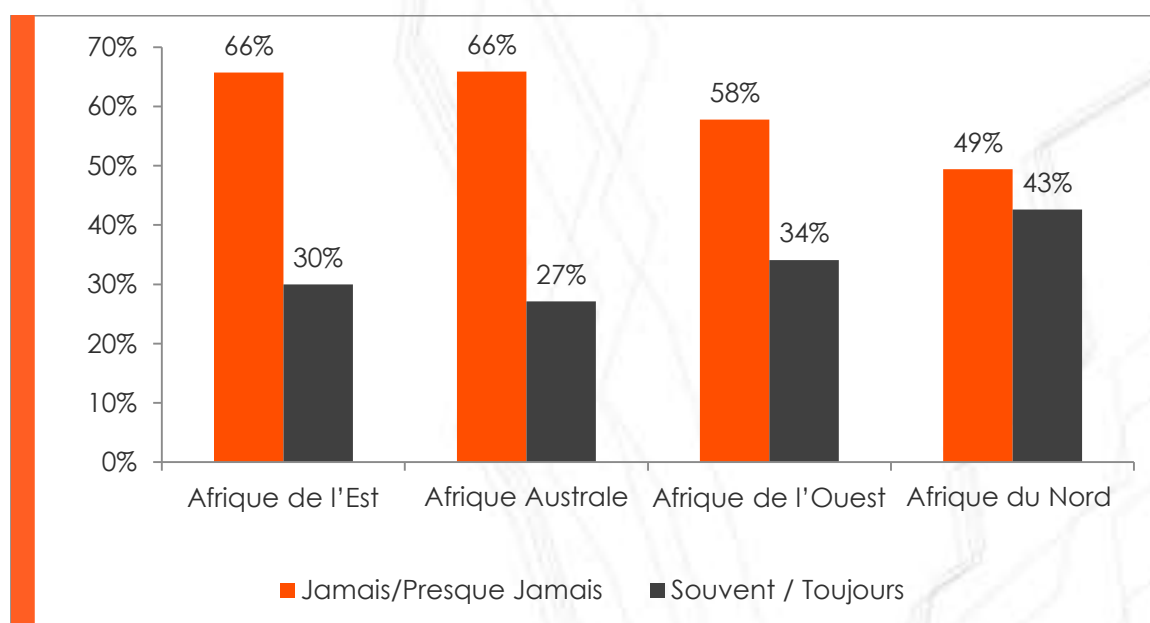


On a demandé aux participants: « A votre avis, à quelle fréquence, dans ce pays: Comparativement aux hommes, les femmes sont traitées de façon inégale par la police et les tribunaux ? » (% « souvent » ou « toujours »)

Deux tiers (66 %) rapportent peu de problèmes de discrimination au sein du système judiciaire en Afrique de l'Est et en Afrique australe, mais 43 % en Afrique du Nord rapportent que la discrimination à l'encontre des femmes est monnaie courante (Figure 16).

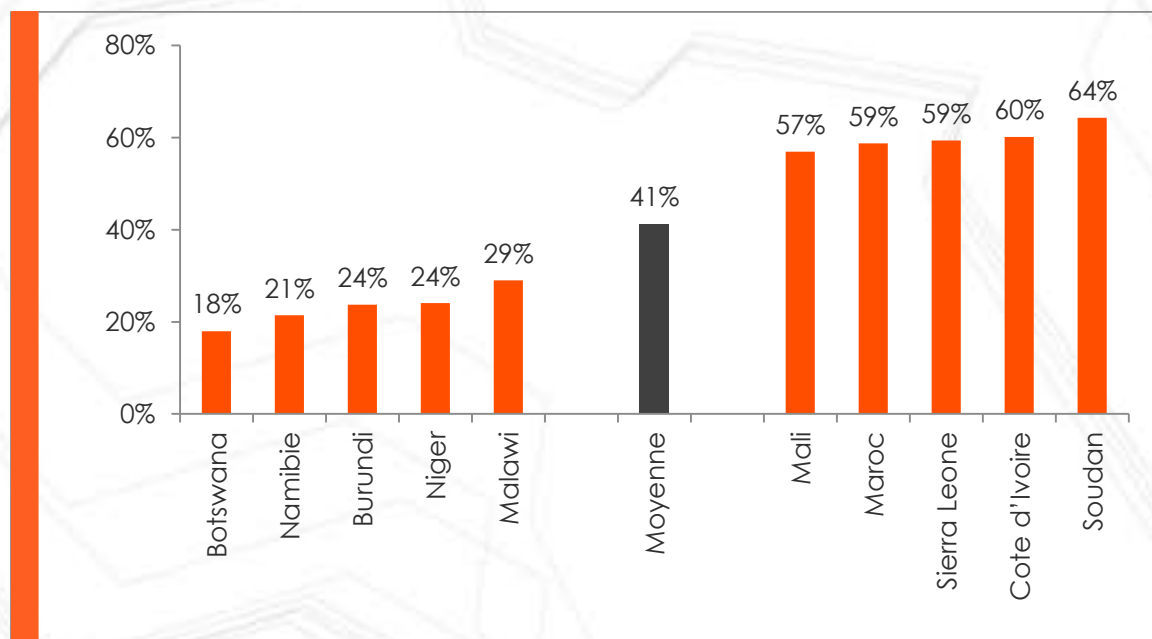
Figure 16: Traitement inéquitable des femmes par la police et devant les tribunaux, par région

| 35 pays | 2011-2013



On observe également que les leaders traditionnels sont les auteurs de traitements inéquitables généralisés dans de nombreux pays, on retrouve à ce titre en tête de file le Soudan (64 %), la Côte d'Ivoire (60 %), la Sierra Léone (59 %), le Maroc (59 %) et le Mali (57 %) (Figure 17).

Figure 17: Traitement inéquitable des femmes par les leaders traditionnels
 | taux les plus élevés et les plus bas par pays | 32 pays¹⁵, 2011-2013



On a demandé aux participants: « A votre avis, à quelle fréquence, dans ce pays: Comparativement aux hommes, les femmes sont traitées de façon inégale par les chefs traditionnels? » (% « souvent » ou « toujours »)



photo: irinnews.org, Mali

¹⁵ Cette question n'a pas été posée au Cap-Vert et à l'île Maurice.

La plupart des gouvernements obtiennent des notes élevées sur l'autonomisation



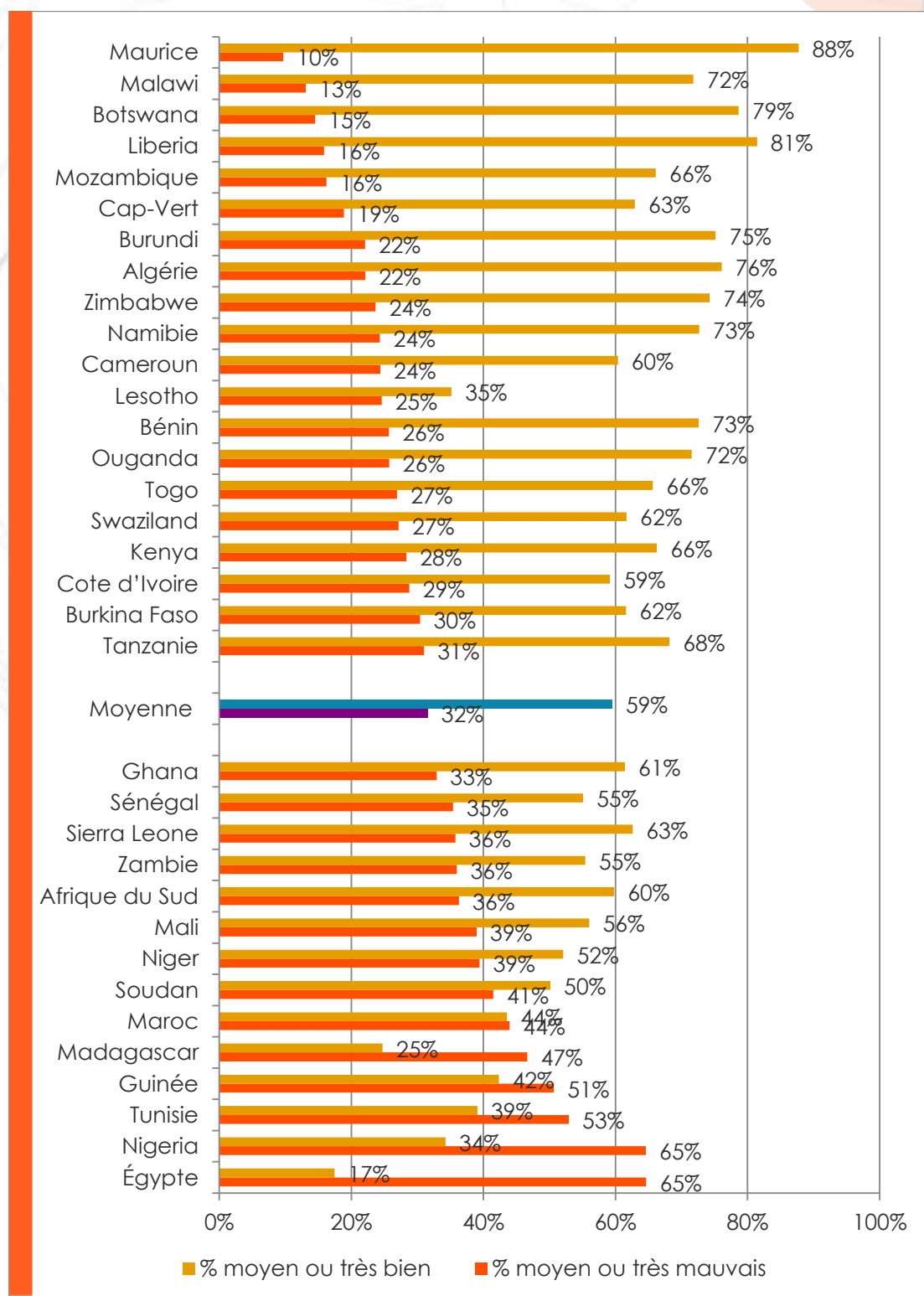
Lorsqu'on leur demande d'évaluer les efforts de leurs gouvernements actuels dans le domaine de la promotion l'autonomisation des femmes, 59 % des personnes affirment que leurs gouvernements traitent la question « très bien » ou « assez bien », tandis que 32 % affirment que ceux-ci traitent la question « très mal » ou « assez mal ». Plus de huit Mauriciens sur dix (88 %) et (81 %) des Libériens attribuent des cotes favorables à leurs gouvernements. En revanche, 65 % des Nigériens et des Égyptiens affirment que leurs gouvernements s'acquittent de cette tâche « assez mal » ou « très mal », sentiment également exprimé par 53 % des Tunisiens et 51 % des Guinéens. A peine 17 % des Egyptiens disent que leur gouvernement font un bon travail, le plus faible taux de tous les pays.



photo: irinnews.org

Figure 18: Cotes des gouvernements en matière d'efforts de promotion de l'autonomisation des femmes

| 34 pays | 2011-2013

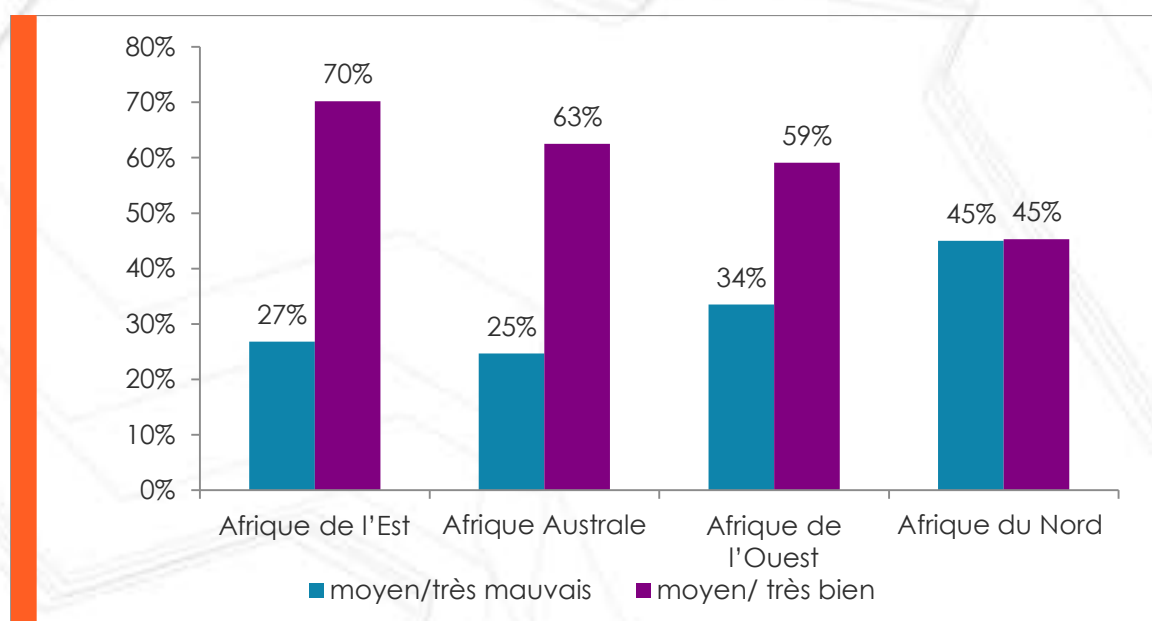


On a demandé aux participants: « Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le Gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Autonomisation et promotion des femmes? »

Les Africains de l'Est qualifient leurs gouvernements de défenseurs efficaces de la cause féminine, ils sont suivis par les habitants d'Afrique australe et les Africains de l'Ouest. En revanche, les Nord-Africains sont uniformément divisés sur cette question. 45 % affirment que leurs gouvernements traitent cette question de manière satisfaisante, mais un nombre égal de personnes (45 %) affirment que les gouvernements s'acquittent mal de cette tâche (Figure 19).

Figure 19: Cotes des gouvernements en matière d'efforts de promotion de l'autonomisation des femmes

| par région | 2011-2013



Parmi les 20 pays où cette question a également été posée en 2008¹⁶, aucun changement n'a été observé : tant en 2008 qu'en 2012, 61 % des personnes jugeaient que leurs gouvernements œuvraient « très bien » ou « assez bien » à la promotion de l'autonomisation des femmes.

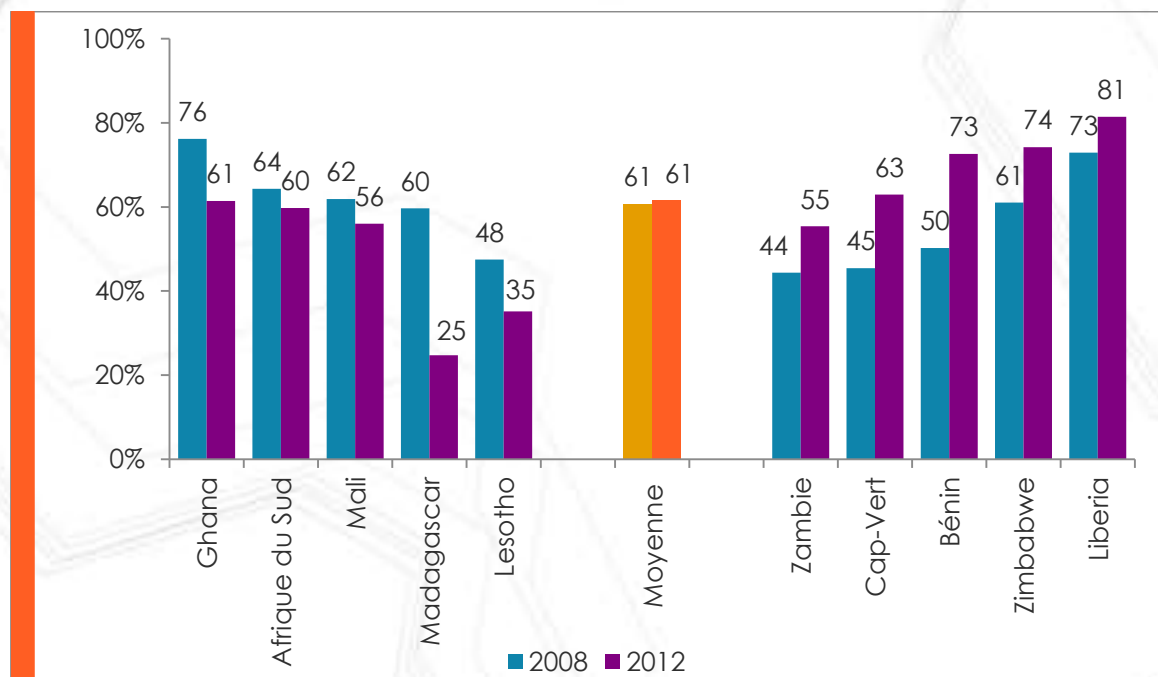


Photo: UN Women, Kenya

¹⁶ Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cap-Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Ce résultat moyen occulte cependant quelques changements significatifs qui se sont opérés au fil du temps au sein de chacun de ces pays. La baisse des cotes favorables la plus notable a été observée à Madagascar, avec une réduction significative de 35 points de pourcentage entre 2008 et 2012 (Figure 20). Un déclin des cotes favorables a aussi été observé au Ghana (15 points) et au Lesotho (13 points). Or on a aussi pu constater une augmentation des cotes favorables dans plusieurs pays, avec figurant en tête le Bénin (23 points) et le Cap-Vert (18 points).

Figure 20: Pays affichant les gains et les pertes les plus importants en matière de cotation des efforts de promotion de l'autonomisation des femmes
 | 20 pays | 2008-2012 | % « assez bien » ou « très bien » |



2photo: Wikipedia Commons

L'Afrique du Nord accuse un retard dans le domaine de l'égalité des sexes

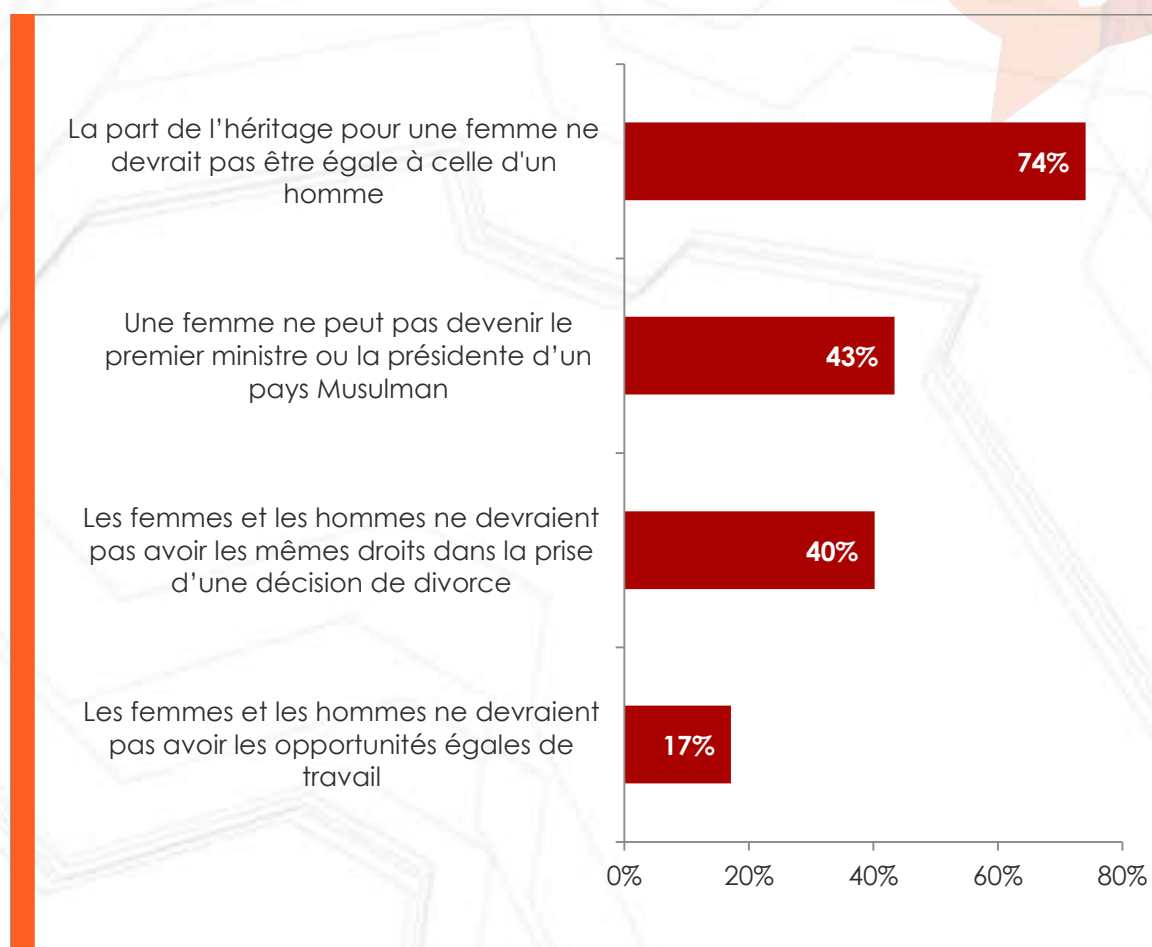


Les cinq pays nord-africains auprès desquels l'Afrobaromètre a enquêté, à savoir : l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Soudan et la Tunisie, rapportent collectivement les niveaux de soutien envers l'égalité des femmes les plus bas tout comme les taux de fréquence de discrimination les plus élevés (Figures 2, 14, 16 et 19). Plusieurs questions complémentaires portant sur l'égalité des sexes ont uniquement été posées dans ces cinq pays, permettant ainsi d'examiner les différentes attitudes de façon plus approfondie.

S'agissant des chances des femmes d'occuper une fonction aux plus hauts niveaux du leadership politique, les Nord-Africains sont très uniformément divisés : 43 % rejettent la notion qu'une femme puisse devenir présidente ou première ministre d'un état musulman, par comparaison avec 46 % qui considèrent cela comme acceptable. Les attitudes sont plus ouvertes quant aux femmes sur les lieux de travail, avec 76 % de personnes convenant que les femmes devraient bénéficier de chances égales devant le droit au travail, et 17 % manifestant leur désaccord.

Les attitudes s'avèrent toutefois aussi conservatrices, voire davantage, pour ce qui a trait aux questions sociales. Presque cinq personnes sur dix (47 %) estiment que les femmes devraient avoir les mêmes droits de demander le divorce, mais pratiquement autant s'y opposent (40 %). En outre, le soutien en faveur de l'égalité des droits des femmes à l'héritage est très limité : seulement 16 % sont en faveur de l'égalité en l'occurrence, par comparaison au pourcentage écrasant de 74 % de personnes qui s'y opposent.

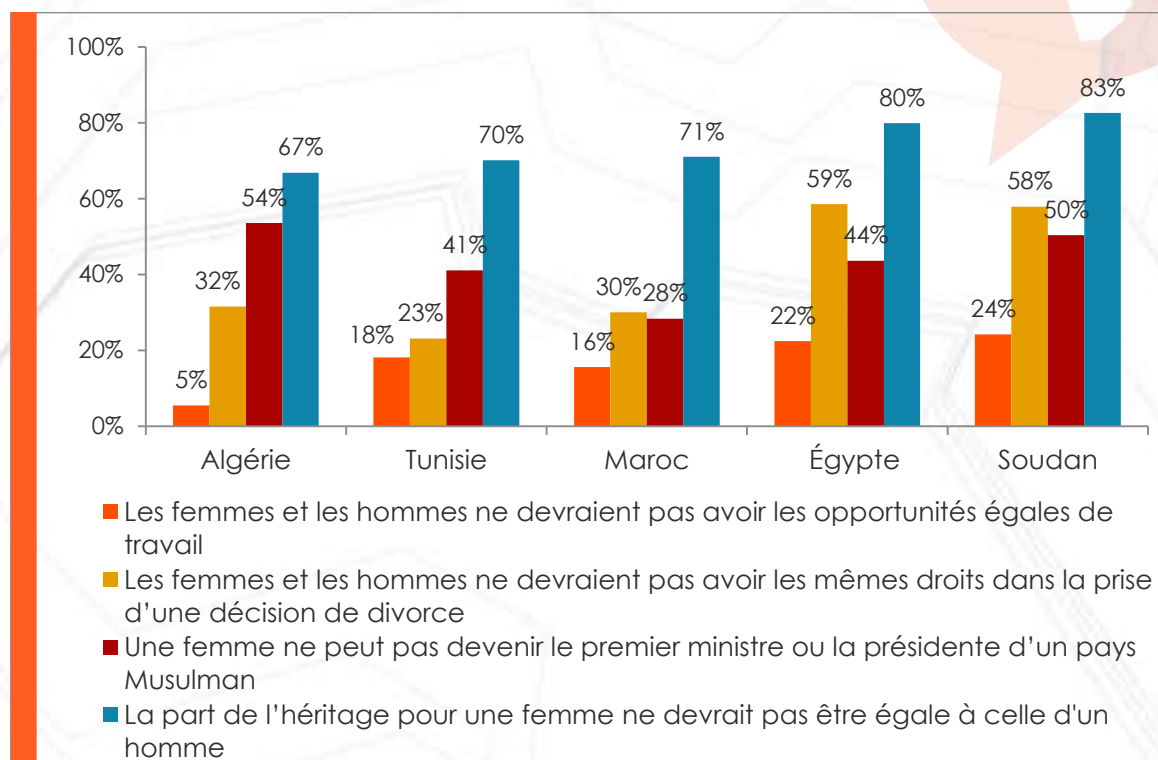
Figure 21: **Manque de soutien pour l'égalité des sexes en Afrique du Nord**
| 5 pays | 2013



On a demandé aux participants: « Etes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes: (% « pas d'accord » ou « pas du tout d'accord »): Une femme peut devenir le premier ministre ou le président d'un pays Musulman. Les femmes et les hommes doivent avoir les opportunités égales de travail. La part de l'héritage pour une femme devrait être égale à celle d'un homme. Les femmes et les hommes devraient avoir les mêmes droits dans la prise d'une décision de divorce. »

Devant l'égalité des sexes, les Soudanais et les Égyptiens interrogés exhibent généralement des attitudes plus traditionnelles que les Marocains, les Tunisiens et les Algériens, et ce, particulièrement à l'égard des droits à l'héritage et en matière de prise de décisions concernant le divorce (Figure 22).

Figure 22: **Manque de soutien pour l'égalité des sexes en Afrique du Nord**
15 pays, 2013

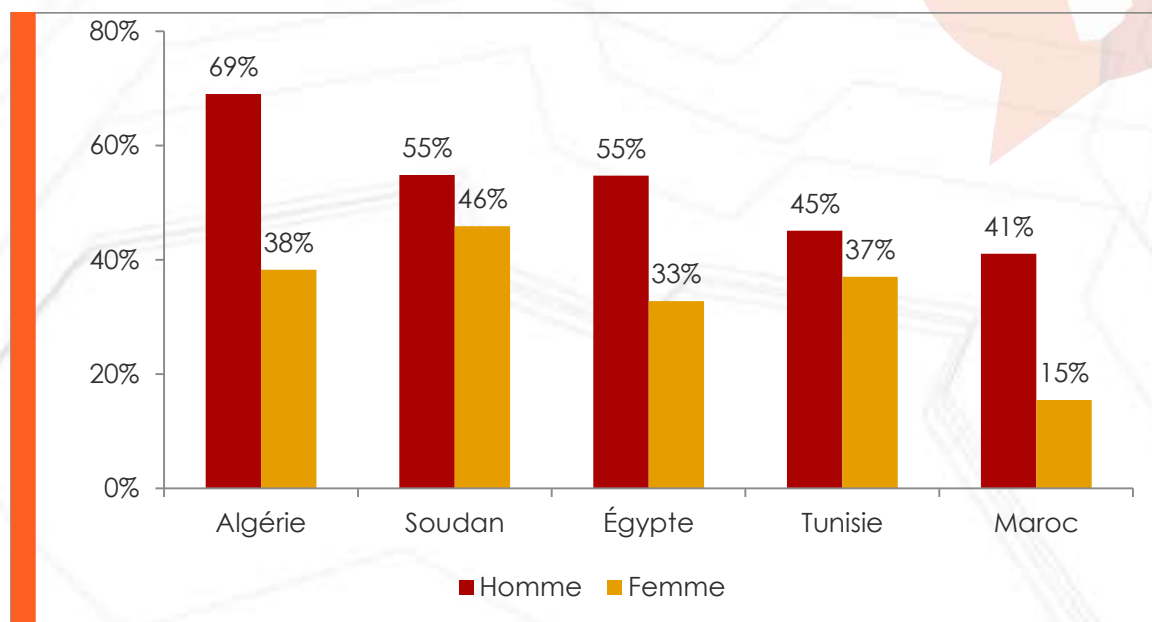


% qui « pas d'accord » ou « pas du tout d'accord » avec les affirmations suivantes: « Une femme peut devenir le premier ministre ou le président d'un pays Musulman. Les femmes et les hommes doivent avoir les opportunités égales de travail. La part de l'héritage pour une femme devrait être égale à celle d'un homme. Les femmes et les hommes devraient avoir les mêmes droits dans la prise d'une décision de divorce. »

L'Afrique du Nord affiche des écarts considérables entre les hommes et les femmes. Par exemple, 53 % des hommes rejettent la possibilité qu'une femme puisse être première ministre ou présidente (36 % l'acceptent), tandis que parmi les femmes, 55 % sont en faveur du leadership politique des femmes et 34 % s'y opposent. On relève aussi des différences significatives à travers les pays. En Algérie, plus des deux tiers (69 %) des hommes sont opposés au leadership des femmes, contre 41 % des hommes (et seulement 15 % des femmes) au Maroc (Figure 23). Des écarts semblables apparaissent dans la majorité des pays concernant la plupart des questions, bien qu'il y existe des exceptions. Au Soudan, par exemple, les hommes et les femmes s'opposent à l'égalité des droits à l'héritage dans des proportions pratiquement aussi élevées (84 % des hommes et 81 % des femmes) (Figures 24–26).

Figure 23: **Manque de soutien pour le leadership des femmes en Afrique du Nord**

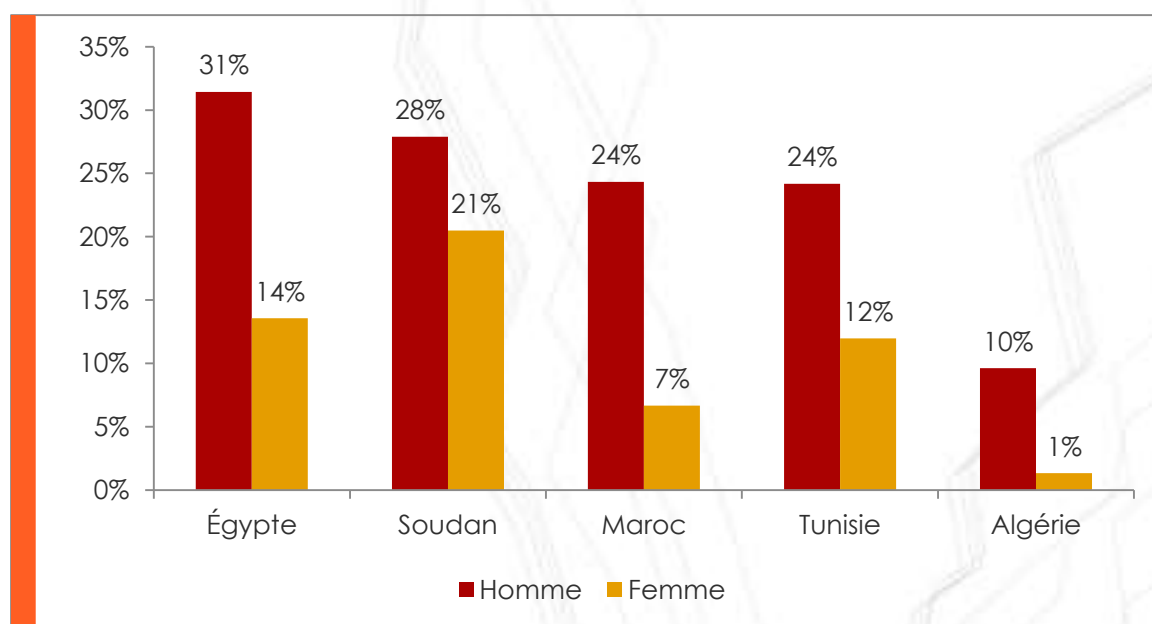
| par pays et par sexe | 5 pays, 2013



% pas d'accord/ pas du tout d'accord avec la affirmation suivante: « Une femme peut devenir le premier ministre ou le président d'un pays Musulman. »

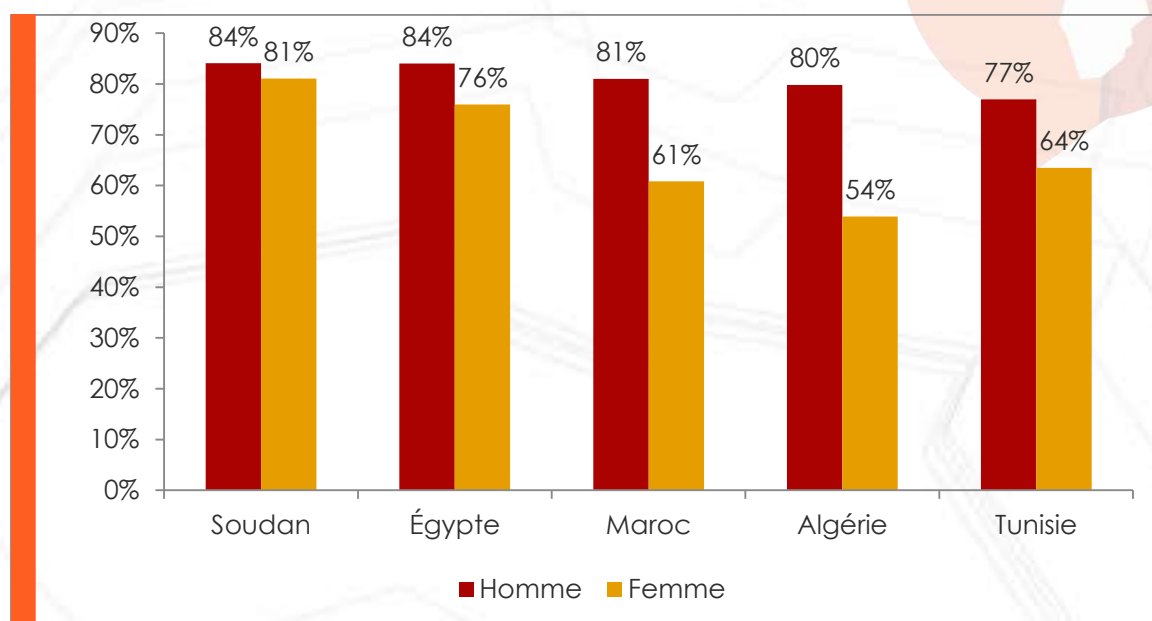
Figure 24: **Manque de soutien pour les opportunités d'emploi égales en Afrique du Nord**

| par pays et par sexe | 5 pays, 2013



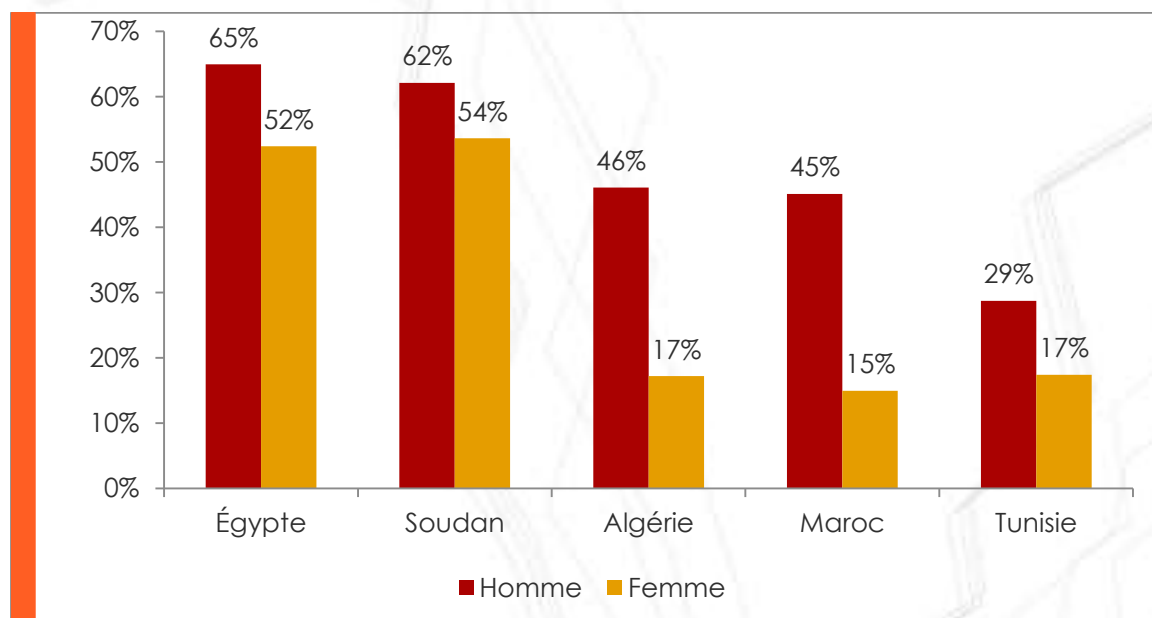
% pas d'accord/ pas du tout d'accord avec la affirmation suivante: « Les femmes et les hommes doivent avoir les opportunités égales de travail. »

Figure 25: **Manque de soutien pour l'égalité de l'héritage en Afrique du Nord**
 | par pays et par sexe | 5 pays, 2013



% pas d'accord/ pas du tout d'accord avec l'affirmation suivante: « La part de l'héritage pour une femme devrait être égale à celle d'un homme. »

Figure 26: **Manque de soutien pour l'égalité de droit de divorcer en Afrique du Nord**
 | par pays et par sexe | 5 pays, 2013



% pas d'accord/ pas du tout d'accord avec l'affirmation suivante: « Les femmes et les hommes devraient avoir les mêmes droits dans la prise d'une décision de divorce. »

Conclusion

Un soutien généralisé en faveur de l'égalité, conjointement avec la réception favorable de la plupart des tentatives de promotion de l'autonomisation des femmes impulsées par les gouvernements, semble indiquer qu'une majorité des Africains ont adopté la notion d'égalité des sexes et qu'ils rejettent les normes traditionnelles allant à l'encontre de l'avancement des femmes. Les femmes continuent malgré tout d'être pernicieusement désavantagées dans de nombreux domaines, particulièrement en matière de l'égalité d'accès à l'éducation ; or, compte tenu des répercussions à long terme sur la place et l'avancement des femmes que cet écart entraîne, celui-ci doit urgemment être comblé. La discrimination fondée sur le sexe reste largement répandue.

Les femmes doivent dès lors bénéficier d'efforts constants et élargis de la part des gouvernements afin de combler ces fossés, plus particulièrement par voie de promotion de l'égalité d'accès à l'éducation pour les filles et de la garantie de protection des droits des femmes sur leurs lieux de travail et dans les autres lieux publics. L'éducation des femmes, à l'instar de celle des hommes, doit être considérée à la fois comme un droit intrinsèque et un outil indispensable permettant d'atteindre d'autres objectifs de développement.

Les disparités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne le vote ainsi que d'autres formes de participation à la vie politique indiquent que les femmes doivent elles aussi s'approprier leurs droits et leurs responsabilités en saisissant toutes les occasions de faire entendre leurs voix qui se présentent à elles. Compte tenu des fardeaux qu'elles doivent supporter à la fois sur le front domestique et à l'extérieur de celui-ci, la tâche qui les attend ne sera pas toujours aisée. Dans cette optique, la participation des femmes à la vie politique constituera un outil essentiel pour permettre à la fois de consolider et d'élargir les gains qu'elles ont obtenus jusqu'ici.

Les femmes doivent relever des défis particuliers en Afrique du Nord qui accuse un retard manifeste sur l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe et l'Afrique occidentale dans la mise en œuvre de pratiquement toutes les mesures. Par ailleurs, le fossé entre les hommes et les femmes devant de nombreuses questions demeure bien plus profond dans le Nord qu'en Afrique subsaharienne. On trouvera tout de même quelque réconfort dans le fait que sur la question la plus fondamentale, à savoir si les femmes devraient jouir des mêmes droits que les hommes, les Nord-Africains s'associent à leurs homologues des autres régions pour exprimer leur très large soutien. En outre, bien que les écarts en matière de scolarisation soient les plus prononcés en Afrique du Nord, les femmes bénéficient malgré tout de niveaux d'éducation plus élevés dans cette région par comparaison aux autres parties du continent. Cependant, les Nord-Africains en faveur de l'égalité se heurtent aussi à des défis sur certaines questions, notamment en matière du droit des successions ; on observe effectivement qu'en l'occurrence un grand nombre de femmes se joignent aux hommes pour venir s'opposer à l'égalité. En Afrique du Nord, les

obstacles à l'avènement de l'égalité des droits entre les sexes demeurent donc de taille.

Ces constats indiquent que les gouvernements et les activistes politiques doivent redoubler d'efforts, plus particulièrement aux fins de promouvoir l'égalité de l'accès à l'éducation pour les filles et les femmes, pour que l'ensemble des citoyens et des citoyennes, puissent récolter les fruits des avancées politiques et économiques des vingt dernières années.



Attitudes towards women's leadership				
Country	Men only as leaders	Women leaders OK	Agree with neither	Don't know
	(Agree/ Strongly agree)	(Agree/ Strongly agree)		
Algeria	48%	46%	4%	2%
Benin	26%	73%	0%	0%
Botswana	13%	86%	1%	1%
Burkina Faso	29%	67%	2%	2%
Burundi	24%	75%	1%	0%
Cameroon	24%	71%	2%	3%
Cape Verde	15%	83%	1%	1%
Cote d'Ivoire	26%	74%	0%	1%
Egypt	50%	45%	2%	3%
Ethiopia	<i>forthcoming</i>			
Ghana	27%	72%	1%	0%
Guinea	28%	71%	1%	0%
Kenya	22%	75%	2%	1%
Lesotho	27%	70%	1%	1%
Liberia	20%	79%	1%	0%
Madagascar	29%	62%	2%	7%
Malawi	21%	78%	1%	1%
Mali	42%	57%	1%	0%
Mauritius	22%	76%	1%	1%
Morocco	31%	62%	4%	3%
Mozambique	28%	65%	3%	4%
Namibia	30%	70%	0%	0%
Niger	48%	51%	0%	1%
Nigeria	46%	53%	0%	0%
Senegal	35%	64%	1%	0%
Sierra Leone	35%	63%	2%	1%
South Africa	24%	72%	3%	1%
Sudan	53%	40%	5%	2%
Swaziland	18%	80%	2%	0%
Tanzania	19%	81%	0%	0%
Togo	12%	87%	1%	1%
Tunisia	37%	58%	2%	3%
Uganda	33%	66%	1%	0%
Zambia	26%	73%	1%	0%
Zimbabwe	23%	76%	1%	0%
West Africa	29%	69%	1%	1%
East Africa	25%	74%	1%	0%
Southern Africa	24%	73%	1%	1%
North Africa	44%	50%	3%	3%
Average	29%	68%	1%	1%



Changes in support for women as leaders		
Country	2005	2012
	Agree/ Strongly agree women leaders OK	Agree/ Strongly agree women leaders OK
Benin	85%	73%
Botswana	83%	86%
Cape Verde	80%	83%
Ghana	83%	72%
Kenya	81%	75%
Lesotho	51%	70%
Madagascar	82%	62%
Malawi	80%	78%
Mali	62%	57%
Mozambique	81%	65%
Namibia	67%	70%
Nigeria	59%	53%
Senegal	72%	64%
South Africa	80%	72%
Tanzania	90%	81%
Uganda	79%	66%
Zambia	71%	73%
Zimbabwe	67%	76%
Average	75%	72%

Support for equal rights for women				
Country	Women should have equal rights	Women should be subject to traditional laws	Agree with neither	Don't know
	(Agree/ Strongly agree)	(Agree/ Strongly agree)		
Algeria	78%	14%	6%	2%
Benin	69%	30%	1%	0%
Botswana	79%	19%	1%	1%
Burkina Faso	69%	28%	2%	1%
Burundi	81%	18%	2%	0%
Cameroon	72%	22%	3%	3%
Cape Verde	88%	10%	1%	1%
Cote d'Ivoire	63%	36%	1%	0%
Egypt	66%	25%	4%	4%
Ethiopia	<i>forthcoming</i>			
Ghana	84%	15%	1%	0%
Guinea	58%	41%	1%	0%
Kenya	84%	13%	3%	1%
Lesotho	52%	47%	1%	1%
Liberia	81%	18%	0%	0%
Madagascar	79%	18%	1%	2%
Malawi	72%	27%	1%	0%
Mali	39%	60%	1%	0%
Mauritius	83%	16%	0%	0%
Morocco	75%	20%	4%	2%
Mozambique	77%	18%	2%	3%
Namibia	74%	26%	0%	0%
Niger	44%	56%	1%	0%
Nigeria	68%	32%	0%	0%
Senegal	54%	44%	2%	0%
Sierra Leone	72%	26%	2%	1%
South Africa	74%	23%	3%	1%
Sudan	58%	29%	9%	3%
Swaziland	72%	26%	2%	0%
Tanzania	84%	16%	0%	0%
Togo	87%	12%	0%	0%
Tunisia	76%	21%	2%	1%
Uganda	80%	19%	1%	0%
Zambia	77%	21%	2%	0%
Zimbabwe	77%	22%	2%	0%
West Africa	68%	31%	1%	0%
East Africa	82%	16%	1%	0%
Southern Africa	74%	24%	1%	1%
North Africa	70%	22%	5%	2%
Average	72%	26%	2%	1%

Support for boys receiving priority access to education				
Country	Education recipient priority: boy (Agree/strongly agree)	Education recipient priority: ability (Agree/strongly agree)	Agree with neither	Don't know
Algeria	3%	39%	47%	12%
Benin	23%	58%	19%	0%
Botswana	4%	80%	15%	0%
Burkina Faso	12%	66%	20%	2%
Burundi	6%	91%	2%	0%
Cameroon	7%	78%	12%	3%
Cape Verde	10%	40%	47%	4%
Cote d'Ivoire	10%	75%	14%	1%
Egypt	24%	56%	15%	5%
Ethiopia	<i>forthcoming</i>			
Ghana	12%	84%	4%	0%
Guinea	12%	74%	14%	0%
Kenya	12%	70%	18%	1%
Lesotho	8%	74%	17%	1%
Liberia	12%	62%	25%	1%
Madagascar	23%	31%	41%	5%
Malawi	19%	71%	10%	0%
Mali	20%	68%	12%	0%
Mauritius	7%	78%	13%	2%
Morocco	17%	69%	11%	3%
Mozambique	19%	61%	14%	6%
Namibia	14%	82%	3%	2%
Niger	18%	74%	7%	1%
Nigeria	28%	70%	2%	0%
Senegal	18%	71%	10%	2%
Sierra Leone	26%	69%	4%	1%
South Africa	18%	70%	10%	2%
Sudan	27%	48%	21%	4%
Swaziland	7%	44%	47%	1%
Tanzania	16%	78%	6%	0%
Togo	11%	63%	26%	1%
Tunisia	18%	63%	16%	3%
Uganda	16%	78%	5%	0%
Zambia	12%	79%	9%	0%
Zimbabwe	7%	71%	21%	0%
West Africa	16%	68%	15%	1%
East Africa	12%	79%	8%	0%
Southern Africa	13%	67%	18%	2%
North Africa	18%	55%	22%	5%
Average	15%	67%	16%	2%



Changes in support for gender equality			
Country	2002	2005	2012
	Agree/ Strongly agree women should have equal rights	Agree/ Strongly agree women should have equal rights	Agree/ Strongly agree women should have equal rights
Botswana	78%	67%	79%
Cape Verde	78%	78%	88%
Ghana	76%	82%	84%
Kenya	71%	69%	84%
Lesotho	53%	40%	52%
Malawi	68%	57%	72%
Mali	39%	54%	39%
Mozambique	62%	81%	77%
Namibia	84%	79%	74%
Nigeria	70%	63%	68%
Senegal	49%	56%	54%
South Africa	83%	82%	74%
Tanzania	84%	88%	84%
Uganda	63%	68%	80%
Zambia	65%	76%	77%
Average	68%	69%	73%

Gender gap in education								
Country	Men				Women			
	No formal education	Primary/Secondary	Post-secondary	Don't know	No formal education	Primary/Secondary	Post-secondary	Don't know
Algeria	13%	70%	16%	0%	20%	66%	14%	0%
Benin	34%	59%	7%	0%	56%	42%	3%	0%
Botswana	13%	67%	20%	0%	12%	71%	17%	0%
Burkina Faso	57%	37%	6%	0%	62%	34%	3%	0%
Burundi	26%	70%	4%	0%	40%	58%	2%	0%
Cameroon	6%	68%	27%	0%	13%	66%	20%	1%
Cape Verde	8%	78%	14%	0%	14%	73%	14%	0%
Cote d'Ivoire	18%	68%	14%	0%	25%	68%	7%	0%
Egypt	22%	41%	38%	0%	39%	38%	23%	0%
Ethiopia	<i>forthcoming</i>							
Ghana	16%	72%	13%	0%	27%	67%	7%	0%
Guinea	48%	34%	18%	1%	61%	31%	8%	1%
Kenya	5%	75%	20%	0%	9%	75%	16%	0%
Lesotho	19%	74%	7%	0%	8%	85%	6%	0%
Liberia	14%	66%	19%	1%	33%	58%	9%	0%
Madagascar	11%	86%	3%	0%	15%	83%	2%	0%
Malawi	7%	89%	3%	0%	16%	82%	1%	0%
Mali	62%	23%	15%	0%	66%	26%	8%	0%
Mauritius	1%	83%	16%	0%	2%	85%	13%	0%
Morocco	15%	56%	30%	0%	33%	45%	22%	0%
Mozambique	8%	80%	11%	0%	20%	76%	4%	0%
Namibia	9%	76%	15%	0%	8%	82%	9%	0%
Niger	66%	27%	7%	0%	78%	18%	4%	0%
Nigeria	11%	63%	26%	1%	22%	61%	17%	0%
Senegal	41%	47%	12%	0%	46%	49%	5%	0%
Sierra Leone	29%	50%	20%	1%	38%	46%	16%	0%
South Africa	5%	81%	14%	0%	5%	84%	11%	0%
Swaziland	9%	72%	19%	0%	12%	77%	11%	0%
Tanzania	6%	89%	5%	0%	11%	86%	2%	0%
Togo	11%	73%	16%	0%	27%	67%	6%	0%
Tunisia	10%	66%	23%	0%	22%	59%	18%	1%
Uganda	8%	75%	17%	0%	16%	72%	13%	0%
Zambia	3%	85%	13%	0%	6%	85%	9%	0%
Zimbabwe	4%	80%	16%	0%	5%	83%	12%	0%
West Africa	30%	55%	15%	0%	40%	50%	9%	0%
East Africa	11%	77%	11%	0%	19%	73%	8%	0%
Southern Africa	8%	79%	12%	0%	10%	81%	9%	0%
North Africa	15%	57%	28%	0%	25%	54%	21%	1%
Average	18%	66%	16%	0%	26%	64%	11%	0%

Fear of political intimidation or violence								
Country	Men				Women			
	Somewhat/ A lot	A little bit	Not at all	Don't know	Somewhat/ A lot	A little bit	Not at all	Don't know
Algeria	9%	17%	67%	6%	9%	17%	64%	10%
Benin	20%	19%	62%	0%	20%	17%	62%	0%
Botswana	7%	16%	76%	1%	12%	13%	72%	3%
Burkina Faso	12%	13%	75%	0%	13%	17%	69%	1%
Burundi	30%	17%	53%	1%	24%	19%	56%	1%
Cameroon	20%	18%	57%	5%	18%	18%	53%	11%
Cape Verde	8%	8%	84%	0%	11%	8%	81%	1%
Cote d'Ivoire	50%	21%	29%	1%	59%	20%	21%	1%
Egypt	27%	22%	46%	4%	29%	23%	38%	9%
Ethiopia	<i>forthcoming</i>							
Ghana	18%	24%	57%	1%	20%	24%	54%	1%
Guinea	52%	16%	32%	0%	64%	14%	21%	1%
Kenya	54%	21%	24%	1%	59%	21%	20%	1%
Lesotho	22%	9%	68%	2%	30%	8%	59%	2%
Liberia	22%	27%	50%	1%	23%	27%	49%	2%
Madagascar	7%	17%	73%	4%	7%	17%	67%	8%
Malawi	25%	10%	65%	0%	34%	11%	54%	1%
Mali	20%	9%	70%	1%	23%	13%	62%	3%
Mauritius	8%	16%	76%	1%	9%	16%	75%	1%
Morocco	13%	14%	69%	5%	12%	19%	64%	6%
Mozambique	21%	16%	59%	4%	23%	15%	55%	7%
Namibia	11%	24%	64%	1%	13%	23%	63%	1%
Niger	9%	8%	82%	1%	10%	9%	81%	1%
Nigeria	35%	29%	35%	1%	33%	29%	37%	2%
Senegal	38%	21%	41%	1%	50%	16%	34%	0%
Sierra Leone	25%	38%	36%	1%	25%	40%	33%	3%
South Africa	21%	24%	52%	2%	21%	24%	54%	1%
Sudan	28%	17%	49%	6%	34%	17%	40%	9%
Swaziland	25%	18%	56%	1%	37%	15%	46%	2%
Tanzania	20%	28%	52%	0%	23%	27%	49%	1%
Togo	33%	19%	47%	1%	42%	17%	40%	1%
Tunisia	27%	15%	57%	2%	35%	15%	47%	4%
Uganda	35%	28%	37%	1%	38%	27%	33%	1%
Zambia	38%	24%	38%	0%	44%	22%	34%	0%
Zimbabwe	61%	18%	20%	1%	65%	17%	17%	0%
Average	25%	19%	55%	2%	28%	19%	50%	3%

Unfair treatment of women by employers			
Country	Never/ Rarely	Often/ Always	Don't know
Algeria	52%	44%	4%
Benin	67%	30%	4%
Botswana	64%	27%	9%
Burkina Faso	50%	38%	12%
Burundi	72%	20%	8%
Cameroon	40%	46%	14%
Cape Verde	45%	40%	15%
Cote d'Ivoire	41%	50%	10%
Egypt	42%	49%	9%
Ethiopia		<i>forthcoming</i>	
Ghana	57%	39%	4%
Guinea	57%	32%	11%
Kenya	43%	50%	7%
Lesotho	42%	44%	14%
Liberia	45%	41%	13%
Madagascar	53%	32%	15%
Malawi	60%	33%	7%
Mali	52%	44%	4%
Mauritius	60%	35%	5%
Morocco	30%	62%	8%
Mozambique	45%	41%	15%
Namibia	69%	30%	2%
Niger	65%	20%	15%
Nigeria	47%	49%	4%
Senegal	43%	47%	10%
Sierra Leone	36%	57%	7%
South Africa	55%	40%	5%
Sudan	38%	55%	7%
Swaziland	40%	52%	8%
Tanzania	61%	36%	4%
Togo	57%	30%	13%
Tunisia	38%	53%	9%
Uganda	46%	46%	8%
Zambia	62%	27%	11%
Zimbabwe	55%	40%	5%
West Africa	50%	40%	10%
East Africa	56%	38%	7%
Southern Africa	55%	36%	9%
North Africa	40%	53%	7%
Average	51%	40%	9%

Unfair treatment of women by police and courts			
Country	Never/ Rarely	Often/ Always	Don't know
Algeria	75%	21%	4%
Benin	69%	27%	4%
Botswana	77%	15%	8%
Burkina Faso	59%	31%	10%
Burundi	77%	20%	2%
Cameroon	52%	34%	15%
Cape Verde	51%	34%	15%
Cote d'Ivoire	55%	40%	5%
Egypt	47%	43%	10%
Ethiopia	<i>forthcoming</i>		
Ghana	66%	30%	4%
Guinea	60%	33%	7%
Kenya	51%	44%	5%
Lesotho	55%	34%	12%
Liberia	54%	36%	10%
Madagascar	62%	24%	14%
Malawi	68%	26%	6%
Mali	51%	43%	6%
Mauritius	76%	18%	6%
Morocco	37%	55%	8%
Mozambique	57%	31%	11%
Namibia	78%	21%	1%
Niger	71%	20%	9%
Nigeria	55%	41%	4%
Senegal	58%	33%	9%
Sierra Leone	38%	55%	6%
South Africa	60%	37%	3%
Sudan	41%	51%	8%
Swaziland	53%	38%	9%
Tanzania	73%	25%	2%
Togo	69%	21%	10%
Tunisia	47%	43%	9%
Uganda	62%	31%	8%
Zambia	70%	24%	6%
Zimbabwe	67%	29%	4%
West Africa	58%	34%	8%
East Africa	66%	30%	4%
Southern Africa	66%	27%	7%
North Africa	49%	43%	8%
Average	60%	33%	7%

Unfair treatment of women by traditional leaders			
Country	Never/ Rarely	Often/ Always	Don't know
Algeria	59%	35%	6%
Benin	58%	41%	1%
Botswana	75%	18%	7%
Burkina Faso	38%	57%	5%
Burundi	75%	24%	1%
Cameroon	41%	49%	10%
Cote d'Ivoire	37%	60%	3%
Egypt	42%	46%	12%
Ethiopia	<i>forthcoming</i>		
Ghana	61%	36%	3%
Guinea	55%	43%	2%
Kenya	47%	49%	4%
Lesotho	57%	33%	10%
Liberia	51%	41%	8%
Madagascar	55%	36%	10%
Malawi	69%	29%	2%
Mali	41%	57%	2%
Morocco	32%	59%	9%
Mozambique	51%	39%	10%
Namibia	77%	21%	2%
Niger	74%	24%	2%
Nigeria	53%	44%	3%
Senegal	44%	52%	5%
Sierra Leone	37%	59%	3%
South Africa	50%	42%	7%
Sudan	28%	64%	7%
Swaziland	47%	48%	5%
Tanzania	65%	34%	1%
Togo	62%	31%	7%
Tunisia	42%	51%	8%
Uganda	60%	33%	8%
Zambia	62%	32%	6%
Zimbabwe	61%	34%	5%
West Africa	50%	46%	4%
East Africa	62%	35%	3%
Southern Africa	60%	33%	6%
North Africa	41%	51%	8%
Average	53%	41%	5%

Ratings of government handling of women's empowerment			
Country	Very/ Fairly badly	Very/ Fairly well	Don't know
Algeria	22%	76%	2%
Benin	26%	73%	2%
Botswana	15%	79%	7%
Burkina Faso	30%	62%	8%
Burundi	22%	75%	3%
Cameroon	24%	60%	15%
Cape Verde	19%	63%	18%
Cote d'Ivoire	29%	59%	12%
Egypt	65%	17%	18%
Ethiopia	<i>forthcoming</i>		
Ghana	33%	61%	6%
Guinea	51%	42%	7%
Kenya	28%	66%	5%
Lesotho	25%	35%	40%
Liberia	16%	81%	3%
Madagascar	47%	25%	29%
Malawi	13%	72%	15%
Mali	39%	56%	5%
Mauritius	10%	88%	3%
Morocco	44%	44%	13%
Mozambique	16%	66%	18%
Namibia	24%	73%	3%
Niger	39%	52%	9%
Nigeria	65%	34%	1%
Senegal	35%	55%	10%
Sierra Leone	36%	63%	2%
South Africa	36%	60%	4%
Sudan	41%	50%	8%
Swaziland	27%	62%	11%
Tanzania	31%	68%	1%
Togo	27%	66%	7%
Tunisia	53%	39%	8%
Uganda	26%	72%	3%
Zambia	36%	55%	9%
Zimbabwe	24%	74%	2%
West Africa	33%	59%	7%
East Africa	27%	70%	3%
Southern Africa	25%	63%	13%
North Africa	45%	45%	10%
Average	32%	59%	9%



Changes in ratings of government handling of women's empowerment		
Country	2008	2012
	Very/ Fairly well	Very/ Fairly well
Benin	50%	73%
Botswana	78%	79%
Burkina Faso	59%	62%
Cape Verde	45%	63%
Ghana	76%	61%
Kenya	65%	66%
Lesotho	48%	35%
Liberia	73%	81%
Madagascar	60%	25%
Malawi	70%	72%
Mali	62%	56%
Mozambique	63%	66%
Namibia	66%	73%
Nigeria	35%	34%
Senegal	53%	55%
South Africa	64%	60%
Tanzania	67%	68%
Uganda	75%	72%
Zambia	44%	55%
Zimbabwe	61%	74%
Average	61%	61%

A woman can become the prime minister or president of a Muslim state				
Country	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know
Algeria	54%	29%	16%	2%
Egypt	44%	44%	10%	2%
Morocco	28%	60%	9%	3%
Sudan	50%	41%	6%	3%
Tunisia	41%	55%	3%	1%
Average	43%	46%	9%	2%

Women and men should have equal employment opportunities				
Country	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know
Algeria	5%	83%	11%	1%
Egypt	22%	72%	5%	1%
Morocco	16%	73%	10%	2%
Sudan	24%	70%	4%	2%
Tunisia	18%	80%	1%	1%
Average	17%	76%	6%	1%

Women's share of inheritance should be equal to that of men				
Country	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know
Algeria	67%	18%	14%	2%
Egypt	80%	12%	6%	2%
Morocco	71%	15%	8%	6%
Sudan	83%	7%	3%	7%
Tunisia	70%	27%	2%	1%
Average	74%	16%	6%	4%

Women and men should have equal rights in making a decision to divorce				
Country	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know
Algeria	32%	48%	17%	3%
Egypt	59%	30%	10%	2%
Morocco	30%	55%	9%	6%
Sudan	58%	32%	6%	4%
Tunisia	23%	70%	4%	2%
Average	40%	47%	9%	4%

A woman can become the prime minister or president of a Muslim state								
Country	Men				Women			
	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know
Algeria	69%	16%	14%	1%	38%	41%	19%	2%
Egypt	55%	33%	11%	1%	33%	56%	9%	2%
Morocco	41%	46%	11%	3%	15%	74%	6%	4%
Sudan	55%	35%	7%	3%	46%	46%	5%	3%
Tunisia	45%	51%	3%	1%	37%	59%	3%	2%
Average	53%	36%	9%	2%	34%	55%	8%	3%

Women and men should have equal employment opportunities								
Country	Men				Women			
	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know
Algeria	10%	72%	17%	1%	1%	94%	4%	0%
Egypt	31%	61%	7%	1%	14%	82%	3%	1%
Morocco	24%	62%	13%	1%	7%	84%	7%	2%
Sudan	28%	66%	4%	2%	21%	73%	4%	3%
Tunisia	24%	75%	1%	0%	12%	86%	2%	1%
Average	23%	67%	8%	1%	11%	84%	4%	1%

Women's share of inheritance should be equal to that of men								
Country	Men				Women			
	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know
Algeria	80%	8%	11%	1%	54%	27%	16%	3%
Egypt	84%	9%	5%	2%	76%	14%	7%	3%
Morocco	81%	9%	7%	2%	61%	21%	8%	11%
Sudan	84%	5%	3%	7%	81%	9%	3%	7%
Tunisia	77%	21%	2%	1%	64%	34%	2%	1%
Average	81%	11%	6%	3%	67%	21%	7%	5%

Women and men should have equal rights in making a decision to divorce								
Country	Men				Women			
	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know	Disagree/ Strongly disagree	Agree/ Strongly agree	Neither Agree nor Disagree	Don't know
Algeria	46%	32%	19%	3%	17%	64%	16%	3%
Egypt	65%	25%	9%	2%	52%	34%	11%	2%
Morocco	45%	43%	10%	2%	15%	67%	7%	10%
Sudan	62%	28%	5%	4%	54%	36%	6%	5%
Tunisia	29%	65%	5%	2%	17%	76%	4%	3%
Average	49%	39%	10%	3%	31%	56%	9%	5%

AFRO



BAROMÈTRE

DONNER UNE VOIX AU PEUPLE

Anyway Chingwete est gestionnaire de projets Afrobaromètre pour l'Afrique australe, elle est basée à l'Institut de Justice et Réconciliation.

Samantha Richmond est la responsable du volet renforcement des capacités au sein du réseau Afrobaromètre, elle est basée à l'Université de Cape Town.

Carmen Alpin est le gestionnaire des bases de données du réseau Afrobaromètre, elle est également basée à l'Université de Cape Town.

Les enquêtes Afrobaromètre sont produites en collaboration avec des chercheurs en sciences sociales dans plus de 30 pays africains. La coordination est assurée par Centre pour le Développement Démocratique (CDD-Ghana), l'Institut de Justice et Réconciliation (RIF) en Afrique du Sud, l'Institut d'Etudes pour le Développement (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya et l'Institut de Recherche en Economie Politique (IREEP) du Bénin. Le projet bénéficie de l'appui technique de Michigan State University (MSU) et l'Université de Cape Town (UCT). Nous tenons à remercier le Département pour le Développement International (DfID) du Royaume-Uni, la Fondation Mo Ibrahim, l'Agence Suédoise pour le Développement International (SIDA), l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) et la Banque Mondiale pour leur généreux soutien au Round 5. Pour plus d'informations et d'éventuelles demandes d'analyse des données, veuillez visiter le site du réseau Afrobaromètre: www.afrobarometer.org/fr.

Document de politique générale n° 8 | 27 Mars 2014

Anyway Chingwete, achingwete.ab@gmail.com
Samantha Richmond, samantha.richmond@uct.ac.za | Carmen Alpin, c.alpin@uct.ac.za
www.afrobarometer.org/fr

Twitter/Afrobarometer
Facebook/Afrobarometer